Éclairage

Histoire



Les débuts du mouvement ouvrier socialiste dans l'Empire d'Autriche-Hongrie

1867-1914

Éric Tolian & Marc Rémy

les bons caractères lbc

Éclairage
Histoire

– n° 14 –

Les débuts du mouvement ouvrier socialiste dans l'Empire d'Autriche-Hongrie

1867-1914

Éric Tolian & Marc Rémy

les bons caractères lbC
6, rue Florian – 93500 Pantin

© Les Bons caractères – 2016
Imprimé par IMS – 93500 Pantin
ISBN 978-2-915727-50-0
Dépôt légal 2e trimestre 2016

Introduction

Comparé à ceux des autres pays européens, le mouvement socialiste autrichien était demeuré pendant longtemps l'un des plus faibles et des plus divisés. Si son développement fut plus tardif, ses succès n'en furent que plus remarquables. Ainsi, à la veille de la Première Guerre mondiale, la social-démocratie s'était imposée comme le premier parti au Parlement de Vienne. Au-delà de ses résultats électoraux, elle était parvenue à organiser et à influencer une fraction importante de la classe ouvrière de l'Empire d'Autriche-Hongrie. Son principal dirigeant, Victor Adler, jouissait au sein de la Deuxième Internationale d'une autorité incontestée.

Le mouvement autrichien s'est organisé sur le modèle du Parti social-démocrate allemand, son grand frère en quelque sorte, auquel le rattachaient des liens très étroits, à la fois humains et politiques.

Par rapport à tous les autres, ce mouvement a présenté la particularité d'avoir été confronté à la montée des revendications nationales au sein du vieil Empire des Habsbourg autrichiens. Socialistes, ses militants se réclamaient de l'internationalisme du mouvement ouvrier et le succès des manifestations organisées le 1er mai à partir de 1890 témoignait de leur attachement à cette valeur. Ils considéraient le nationalisme comme une idéologie néfaste, dans la mesure où elle divisait les travailleurs et les détournait de la lutte pour résoudre la question sociale. Mais tout en

Autriche-Hongrie : carte politique
Cours d'eau
Villes
Provinces
Autriche
Hongrie
Empire Russe
Empire allemand
Italie
Roumanie
Serbie
Bohême
Moravie
Basse-Autriche
Styrie
Carinthie
Tyrol
Galicie
Bucovine
Transylvanie
Hongrie
Croatie
Bosnie-Herzégovine

combattant le poison de la division entre les exploités, ils se préoccupèrent d'intégrer dans leur programme la lutte contre l'oppression nationale, question qui devint de plus en plus sensible, sinon explosive, dans l'Empire multinational d'Autriche-Hongrie à partir de la fin du XIX^{e} siècle.

Cet ouvrage a pour objectif d'évoquer les militants qui furent les pionniers et les principaux bâtisseurs du mouvement ouvrier et socialiste autrichien, les obstacles auxquels ils se heurtèrent et les débats qui les divisèrent.

Chapitre I^er

Les débuts du mouvement ouvrier politique

La révolution de 1848

Au début du XIX^e siècle, l'Empire d'Autriche était la première puissance continentale, par sa taille, sa population et la dimension de son armée. Au congrès de Vienne de 1815, destiné à donner forme à l'Europe de la Restauration après la défaite de Napoléon, le chancelier autrichien Metternich faisait figure de principal animateur des pourparlers entre grandes puissances.

La famille des Habsbourg, qui détenait la couronne impériale depuis près de quatre siècles, régnait sur cet Empire en s'opposant à toute évolution susceptible d'affaiblir son pouvoir. Le régime avait établi un cordon sanitaire avec le reste de l'Europe, défendu par une censure et une surveillance policière particulièrement sévères. La bourgeoisie était restée très faible, car ce n'est qu'après 1830 que les premiers effets de la révolution industrielle se firent sentir dans un nombre limité de provinces.

Aux différents échelons locaux, notamment dans les diètes de provinces, seule l'aristocratie était représentée et défendait âprement ses prérogatives. Le servage était

maintenu presque partout. Le paysan serf devait chaque année au seigneur entre 100 et 150 jours de corvées ainsi qu'un prélèvement en nature sur les produits du lopin dont il avait la tenure. Il devait aussi des corvées à l'État, pour le compte duquel il réparait routes et ponts, et versait la dîme à l'Église. Un nombre important de ces paysans, majoritairement valets de ferme et journaliers, constituait un prolétariat agricole réduit quasiment au rang des animaux.

La vague révolutionnaire qui déferla sur l'Europe en 1848 brisa la chape de plomb établie par les puissances victorieuses de 1815. Ce fut pour les Habsbourg « *l'année de la tempête* ».

Ce « Printemps des peuples » semblait devoir sonner le glas des vieilles monarchies absolutistes et achever ainsi l'œuvre entamée par la Révolution française en 1789. Il semblait annoncer l'émergence d'une Europe des nations, débarrassées du fatras des ordres d'Ancien Régime. Enfin, il semblait qu'il accomplirait l'objectif le plus populaire de cette révolution dans les régions de langue allemande : celui de voir tous les Allemands réunis dans un même ensemble politique et territorial. C'était l'intérêt de la bourgeoisie, qui aurait pu disposer ainsi d'un vaste marché, c'était l'aspiration de tous les républicains, ouvriers ou petits bourgeois, qui étaient conscients que seule la mobilisation de forces révolutionnaires les plus larges pouvait accomplir ce pas en avant.

Or la révolution, qui avait imposé le renvoi de Metternich, la fin de la censure et la promesse d'une Constitution, avait puisé sa force dans la mobilisation des faubourgs ouvriers.

Au sein du camp révolutionnaire, des oppositions apparurent dès ces premières victoires. La bourgeoisie, qui avait vu avec satisfaction le gouvernement promettre une nouvelle Constitution sous la pression populaire, avait en même temps été effrayée par la puissance de la réaction ouvrière.

L'insurrection ouvrière qui éclata en juin à Paris, et dont la nouvelle secoua l'Europe, modifia définitivement l'état d'esprit de la bourgeoisie. Ce soulèvement rendit soudain plus palpable le spectre de la république sociale à ces bourgeois de l'Empire qui, jusqu'ici, n'avaient pas brillé par leur audace. Gagnée par la peur sociale et la haine des partageux, la bourgeoisie viennoise abandonna le camp des révolutionnaires, apportant son appui aux forces de la réaction. En octobre 1848, l'armée impériale parvint à venir à bout définitivement du mouvement révolutionnaire viennois.

Il lui fallut plus de temps pour rétablir l'ordre dans les territoires hongrois, où la revendication d'une Hongrie indépendante avait mobilisé largement la population sous la direction des élites aristocratiques et bourgeoises.

L'empereur François-Joseph tout juste monté sur le trône dut faire appel aux troupes du tsar russe en mai 1849 pour réussir à écraser l'armée hongroise.

L'Association générale des travailleurs viennois

Pendant les quelques mois de la période révolutionnaire de 1848, les libertés démocratiques avaient permis aux travailleurs de se rassembler, de créer des associations, d'imprimer des journaux, de formuler des revendications.

En juin 1848, Friedrich Sander, un jeune ouvrier relieur, avait fondé la première Association générale des travailleurs viennois, qui compta pendant la révolution jusqu'à 8 000 membres.

Du 28 août au 7 septembre 1848, Marx avait séjourné à Vienne, où il avait participé à plusieurs manifestations. Le lendemain de son arrivée, il avait pris la parole à l'assemblée d'une association démocratique, dans la salle de bal d'une brasserie, pour y affirmer que les ouvriers et leurs alliés devaient se transformer en force dirigeante de la révolution.

Par la suite, invité par Friedrich Sander au siège de l'Association générale des travailleurs viennois, il avait prononcé une conférence devant plus de mille auditeurs à propos de la révolution en Allemagne et en France. Le 2 septembre, il avait prononcé une nouvelle conférence sur le contenu de sa brochure *Travail salarié et capital*.

Sander, président mais surtout tête pensante de l'association, avait lancé un premier journal politique ouvrier, *Das Wiener allgemeine Arbeiterblatt* (*Le Journal général viennois des ouvriers*). Victime de la contre-révolution, ce journal n'avait eu que quelques numéros, tout comme les autres journaux ouvriers que firent spontanément paraître certaines associations professionnelles. Mais toute cette presse ouvrière avait été lue passionnément par le prolétariat viennois.

La répression mit un terme brutal aux premiers balbutiements du mouvement ouvrier. Pendant vingt ans, celui-ci disparut de la scène politique.

De la parenthèse néo-absolutiste au compromis de 1867

L'écrasement de la révolution ouvrit une période nouvelle : le néo-absolutisme. L'Empire autoritaire de François-Joseph triomphait et imposait une forte centralisation à l'ensemble des provinces. En Hongrie, en Bohème, dans les provinces autrichiennes du Milanais et de la Vénétie, la langue allemande était généralisée dans l'administration. L'effectif de la bureaucratie impériale tripla en quelques années. Des préfets directement nommés par Vienne, s'appuyant sur un important réseau de mouchards et sur la gendarmerie récemment créée, soumirent toutes les couches de la société à la réaction autocratique.

Acceptée par l'ensemble des possédants qui avaient été terrorisés par la révolution, la réaction politique et sociale s'accompagna d'une modernisation dans le domaine économique.

Le servage fut supprimé. Dans la partie autrichienne de la monarchie, la justice seigneuriale disparut et le Code civil s'appliqua désormais aussi dans les campagnes. Une réforme agraire eut lieu, mais la haute aristocratie terrienne conservait 80 % des terres disponibles, les meilleures d'entre elles. Les droits féodaux devaient être rachetés, payés pour moitié par les paysans eux-mêmes.

Avec l'unification du système fiscal et la suppression des barrières douanières entre la partie autrichienne et la partie hongroise, l'Empire remodelé devint ainsi la plus vaste zone de libre-échange en Europe. Le territoire se couvrit rapidement d'un réseau ferroviaire.

Les territoires habsbourgeois restaient cependant hermétiquement fermés aux échanges avec l'extérieur. Ce n'étaient pas seulement les produits concurrents qui restaient bloqués aux frontières, mais aussi les livres et les journaux que la censure écartait strictement.

Une série de défaites en politique extérieure amenèrent la fin de la parenthèse néo-absolutiste. En 1859, les armées autrichiennes furent battues en Italie à Magenta et Solferino par les Piémontais, soutenus par la France. L'Autriche dut accepter la perte de ses provinces italiennes, à l'exception du Trentin et du Haut-Adige.

Affaibli, l'empereur fut contraint par les libéraux à accepter en 1861 le rétablissement de la Constitution suspendue après la défaite de la révolution de 1848. Le Parlement n'avait cependant aucun pouvoir et la fixation d'un cens élevé limitait le corps électoral à l'aristocratie et la grande bourgeoisie.

Autre conséquence de l'affaiblissement des Habsbourg, la compétition avec la Prusse pour la prééminence dans l'espace allemand déboucha en 1866 sur une guerre ouverte. À la bataille de Sadowa, les bataillons prussiens bien entraînés, dotés des armements les plus modernes, laminèrent l'armée impériale.

Les échecs successifs de François-Joseph accrurent les tensions politiques au sein des provinces, poussant la cour de Vienne à rompre avec les pratiques absolutistes.

En 1867, la Constitution était à son tour rétablie en Hongrie. Une double monarchie constitutionnelle apparaissait officiellement, prenant le nom d'Empire d'Autriche-Hongrie, avec deux États distincts dotés chacun d'un Parlement

et d'un gouvernement : une Couronne impériale d'Autriche conservait le contrôle des territoires autrichiens, de la Bohème, de la Moravie et de la Galicie, tandis qu'un royaume de Hongrie se voyait reconnaître une réelle autonomie.

Trois ministères communs, ceux de l'Armée, des Affaires étrangères et des Finances, maintenaient, avec l'institution impériale, un semblant d'unité politique sinon territoriale. Tous ces changements constituèrent le « compromis austro-hongrois » de 1867, donnant en partie satisfaction aux revendications des classes possédantes hongroises. Pour les gagner durablement à ce compromis, l'État impérial avait accepté de leur concéder le droit de dominer d'autres populations de l'Empire, comme les Croates, les Slovènes ou les Valaques roumains, qui furent intégrés dans le royaume de Hongrie.

Ainsi, l'essentiel du pouvoir était échu à deux nationalités, allemande et hongroise, qui ne représentaient respectivement qu'un peu moins de 24 % et 20 % de toute la population.

On prit rapidement l'usage de nommer la partie autrichienne Cisleithanie et la partie hongroise Transleithanie, du nom de la Leitha, une rivière qui marquait la séparation géographique entre les deux territoires.

Une frontière séparait désormais deux ensembles différents, qui connurent des évolutions politiques, économiques et sociales ayant leur rythme propre. De ce fait, nous évoquerons tout d'abord l'essor du mouvement social-démocrate en Autriche, puis en Hongrie.

Cependant les frontières administratives et politiques séparant les territoires ne divisèrent pas les militants

socialistes, qui restèrent guidés par la conscience d'appartenir à un même mouvement.

Chapitre II

L'essor de la social-démocratie

En Autriche

Les premières associations ouvrières

En 1867, une loi vint alléger le contrôle des associations. Si elle les soumettait toujours à autorisation, elle tolérait aussi qu'elles prennent un caractère politique, à condition toutefois qu'elles ne soient pas fédérées.

Un mouvement associatif se développa rapidement dans tout le pays, impulsé par la bourgeoisie libérale. Au sein des milieux populaires, les associations les plus prisées étaient celles qui permettaient d'acquérir une véritable formation professionnelle. L'instruction des ouvriers, prodiguée par l'Église depuis l'échec de la révolution, était d'une indigence telle que le patronat lui-même encourageait la naissance de ces centres de formation. À Steyr par exemple, la ville du fer, c'est le plus grand entrepreneur de l'époque, Josef Werndl, qui fonda la première association d'éducation ouvrière de la ville.

Dans d'autres cas, ces associations culturelles avaient pour fondateurs d'anciens étudiants de 1848 qui avaient lutté aux côtés des ouvriers dans les légions universitaires.

Elles s'inscrivaient en quelque sorte dans le prolongement de leurs années de lutte révolutionnaire.

Ces associations eurent un rapide succès parmi les travailleurs, pour qui c'était le seul moyen de se former et d'accéder à la culture. Certaines se doublaient d'unions de consommateurs et permettaient aussi de résister à la pauvreté.

Des courants critiquant la mainmise des libéraux se développèrent rapidement. Ainsi en Bohème, à Prague, un ancien étudiant en droit, Frantisek Chleborad, lança en 1868 la première Association ouvrière pour le rapprochement fraternel du capital et du travail. Mais, un an plus tard, il dut démissionner de l'organisation qu'il avait fondée après avoir été mis en minorité pour s'être opposé à la création de syndicats dans la ville.

À Vienne, la première véritable association du mouvement ouvrier

À Vienne, les ouvriers n'avaient oublié ni la volte-face des libéraux – qui en 1848 leur avaient refusé le droit de vote – ni les combats contre la Garde nationale bourgeoise qui avait tué et blessé des centaines d'entre eux.

Quelques mois à peine après la promulgation de la loi libéralisant les associations, ils annoncèrent la fondation prochaine de leur propre association. Les organisateurs avaient prévu pour cela de se rassembler dans la salle de bal d'un l'hôtel, dans le quartier ouvrier de Gumpendorf. Dans ce faubourg, l'industrialisation avait été renforcée par l'ouverture récente de la grande gare de l'Ouest qui reliait désormais Vienne à Linz, puis à la partie occidentale de

l'Europe. Le quartier voisin, Schottenfeld, était le centre de l'industrie textile de l'Autriche allemande.

Or, le 8 décembre 1867, le public fut si nombreux qu'il fallut ajourner la réunion et il ne fallut pas moins d'une deuxième séance pour que le congrès ait vraiment lieu. On réserva cette fois le Kollosseum, un ensemble de salles de danse, de brasseries et de restaurants. Et ce furent 3 000 ouvriers qui, la semaine suivante, jetèrent les bases de ce qui allait devenir la première véritable organisation ouvrière socialiste dans la double monarchie austro-hongroise.

Le menuisier Hermann Hartung et le journaliste Heinrich Oberwinder présidaient la réunion. Les deux hommes revenaient de Saxe, en Allemagne, où ils étaient devenus partisans du socialiste Lassalle. Celui-ci était un révolutionnaire républicain de 1848 qui, en réaction à la lâcheté politique de la bourgeoisie allemande, s'était tourné vers les travailleurs. Il avait appelé à l'organisation politique autonome des ouvriers. Fondée à Leipzig en 1863, son Association générale des travailleurs allemands avait été la première organisation politique à rassembler des milliers d'ouvriers dans toute l'Allemagne.

Le comité de fondation viennois regroupait des ouvriers, pour la plupart qualifiés, ceux dont la formation nécessitait des années de déplacements, riches en expérience professionnelle et politique. Beaucoup avaient participé aux débats dans les associations ouvrières allemandes.

Le discours le plus applaudi fut celui d'Hermann Hartung, qui insistait sur la nécessité d'une organisation indépendante des travailleurs. Il fut suivi par le typographe Konrad Gross, qui affirma sous des applaudissements

enthousiastes : « *Nous sommes confiants et nous exprimons notre conviction en pleine conscience que l'amélioration de notre triste situation ne dépend que d'une meilleure connaissance de ce que nous sommes, et qu'en conséquence, ce n'est qu'en apparaissant comme un grand parti social-démocrate que nous pourrons nous aider nous-mêmes.* » Cette formulation visait à couper les ponts avec le mouvement libéral.

Le mouvement ouvrier de Vienne s'affirma très vite comme une force politique autonome. Un millier d'ouvriers eut tôt fait d'adhérer dans la foulée du congrès.

Ce succès fit s'étouffer d'indignation la presse bourgeoise. Elle déversa sur l'association de Vienne des tombereaux de calomnies, l'accusant en premier lieu d'être à la solde de meneurs étrangers.

Cela n'eut aucun effet : des dizaines d'associations ouvrières virent le jour peu après ailleurs en Autriche. En janvier 1868 à Hallstatt, quinze ouvriers du sel formèrent leur association, qui compta 360 membres dès avril. À Linz, à la suite d'une annonce parue dans la presse libérale, 300 ouvriers des filatures et des chantiers navals se rassemblèrent pour former la leur et 134 d'entre eux adhérèrent aussitôt. Même chose à Wels, à Traun, Enns, etc., des petites villes industrielles de Haute-Autriche où existaient des usines de tabac, de papier, de tissage.

À Steyr, en février 1869, malgré une intense campagne dans la presse bourgeoise, une association ouvrière social-démocrate se forma avec succès. Elle concurrença ouvertement l'union ouvrière libérale évoquée plus haut, fondée et contrôlée par le marchand d'armes Josef Werndl.

Les militants viennois se donnaient pour tâche de rendre visite aux membres de ces associations et tentaient aussi de gagner une par une les associations ouvrières libérales du pays. L'Association d'éducation ouvrière de Vienne influença rapidement une majorité d'entre elles.

Congrès et débats

Dans les premiers mois, des milliers d'ouvriers participèrent à toute une série de congrès ouvriers. À Vienne, dans de grandes réunions dominicales organisées par l'Association ouvrière, on débattait du programme du mouvement.

Il fallait régler la question de savoir si les ouvriers devaient tenter d'améliorer leur situation par la création de sociétés coopératives de production et se faire représenter par les libéraux sur le plan politique, ou s'ils devaient mener un combat autonome pour leurs propres droits politiques, en premier lieu pour le suffrage universel et égal. Au cours de ces discussions, la grande majorité des participants optaient pour la lutte politique autonome.

Il apparut vite que trois objectifs principaux mobilisaient les ouvriers : fonder des associations d'éducation ouvrière, un parti ouvrier pour l'obtention du droit de vote et aussi des organisations pour améliorer les conditions de travail, notamment dans les mines et les usines.

Dans le détail des revendications économiques, on trouvait la journée de dix heures, le repos du dimanche, la limitation du travail des femmes et des enfants ainsi que du travail de nuit, la création de caisses d'invalidité, la création de chambres paritaires pour l'arbitrage des conflits, la gestion ouvrière des caisses maladie d'entreprise, la création d'un corps d'inspecteurs pour le contrôle des prix et salaires.

Quant aux revendications politiques, elles concernaient la liberté totale d'association et de réunion, la liberté totale de la presse, le droit de vote universel, la complète liberté religieuse, le démantèlement de l'armée et l'armement général du peuple.

En 1867, l'élection de cinq ouvriers social-démocrates au Reichstag de Berlin provoqua une vague d'enthousiasme parmi les travailleurs de la Double monarchie, entraînant le renforcement des associations.

Le 6 janvier 1868, un congrès de l'Association viennoise décida de fonder une caisse pour l'invalidité et la maladie. La caisse connut rapidement un grand succès et servit de modèle à d'autres caisses ouvrières de prévoyance dans le reste de l'Empire.

Le congrès du 10 mai 1868 affirma, dans un *Manifeste au peuple travailleur d'Autriche*, que non seulement les agressions, mais aussi la montée des préoccupations nationalistes étaient des « *manœuvres réactionnaires* » qui ne pouvaient favoriser que la bourgeoisie. En août, un autre congrès adopta le programme de Hartung, qui soutenait le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Le jeune mouvement ouvrier autrichien faisait de rapides progrès. En 1868 l'Association de Vienne comptait déjà 5 500 membres. Ils se sentaient suffisamment solides pour organiser une Exposition industrielle ouvrière.

Sous le coup de la censure, cette exposition dut garder un caractère apolitique et son objectif officiel se limita à souligner la grandeur du travail ouvrier. Soutenue par les libéraux, elle fut cependant une démonstration de la capacité d'organisation du jeune mouvement ouvrier politique.

Et l'émoi du secrétaire de la Chancellerie, venu personnellement s'inquiéter du nombre des drapeaux rouges et de la présence de la statue monumentale de Lassalle en plein centre de l'exposition, suffit pour se convaincre de la vitalité politique du mouvement et des véritables intentions des organisateurs.

En 1869, Hermann Hartung, utilisant la recette de l'exposition et puisant dans son héritage, dotait le mouvement d'un journal, *Volksstimme* (*La Voix du peuple*). Celui-ci paraissait tous les quinze jours. On comptait maintenant des associations d'éducation ouvrière dans vingt-quatre grandes villes, dont Wiener Neustadt, Presbourg[1] ou Trieste, reliées depuis dix ans maintenant à Vienne par le chemin de fer.

À son quatrième congrès, l'Association internationale des travailleurs (AIT), qu'on désigne aussi du nom de Première Internationale, salua le développement du mouvement en Autriche, qui comptait maintenant 13 350 membres.

Au printemps 1869, encouragés par une vague de grèves en Allemagne, les travailleurs d'Autriche, notamment dans le textile, se mobilisèrent à leur tour et arrachèrent le début d'une légalisation des syndicats. À Vienne, l'Association ouvrière organisa le 30 mai 1869 un immense rassemblement où près de 20 000 travailleurs vinrent revendiquer l'instauration du suffrage universel.

Le congrès d'Eisenach en Allemagne

Une nouvelle étape dans le mouvement ouvrier allemand eut des conséquences importantes pour celui

[1] L'actuelle Bratislava.

d'Autriche-Hongrie. À côté des lassalliens, un autre courant socialiste commençait à prendre de l'ampleur parmi les ouvriers d'Allemagne, celui des internationalistes, partisans de Marx.

Les deux courants défendaient l'organisation indépendante des travailleurs, l'unité allemande et la revendication du suffrage universel. Mais ils s'opposaient profondément sur l'attitude à adopter vis-à-vis du gouvernement prussien, dirigé depuis 1862 par Bismarck.

Sous la direction de ce ministre-président issu de la classe des propriétaires terriens, la Prusse s'était engagée dans une politique visant à unifier les territoires allemands sous sa domination. Dans cette entreprise, qui l'amenait à s'opposer à l'Autriche, Bismarck n'hésita pas à rechercher un soutien du côté de la bourgeoisie et des cercles libéraux, prenant le risque de déplaire à la fraction la plus conservatrice de son milieu d'origine.

Les succès militaires et diplomatiques de Bismarck, en particulier la défaite des troupes autrichiennes à Sadowa en 1866, avaient entraîné la fusion de plusieurs principautés allemandes dans une Confédération de l'Allemagne du Nord. Cette Petite Allemagne, appelée ainsi car elle excluait tous les Allemands d'Autriche, fut dotée par Bismarck d'un Parlement élu au suffrage universel. Le régime prussien demeurait un État autoritaire, représentant les intérêts des catégories les plus réactionnaires, dans lequel les grands propriétaires terriens, les junkers, gardaient une place prépondérante. Mais, dans sa volonté de créer un État puissant, Bismarck était amené à imposer par en haut une partie du

programme que la révolution de 1848 avait échoué à réaliser par en bas.

Dès l'arrivée au pouvoir de Bismarck, Lassalle avait eu une attitude ambiguë à son égard car, à ses yeux, la lutte que menait le gouvernement prussien contre la bourgeoisie libérale pouvait l'amener à concéder des mesures favorables à la classe ouvrière. Après la mort de Lassalle en août 1864, ses successeurs poussèrent bien plus loin la compromission avec le gouvernement, lui apportant un soutien de moins en moins critique.

August Bebel et Wilhelm Liebknecht, principaux dirigeants du courant marxiste, combattaient cette politique opportuniste. De leur côté, ils avaient tenu en toutes circonstances à marquer leur opposition irréductible à Bismarck et à la monarchie prussienne. Par rapport à la question de l'unification, ils continuaient de défendre l'idéal qui avait été celui des révolutionnaires de 1848, l'objectif d'une Allemagne républicaine incluant tous les peuples de langue allemande, aussi bien les Allemands du Nord que ceux d'Autriche.

En août 1869 à Eisenach, le congrès ouvrier de l'Union des associations des travailleurs allemands, regroupant les partisans de Marx, donna naissance au Parti ouvrier social-démocrate d'Allemagne. Les délégués, qui représentaient dix mille membres environ, se prononcèrent clairement pour une transformation révolutionnaire de la société et adhérèrent à l'AIT, dont le siège était à Londres.

Quatre délégués venus d'Autriche assistèrent au congrès d'Eisenach. Deux d'entre eux, l'ouvrier Andreas Scheu et le journaliste Heinrich Oberwinder, allaient jouer bientôt

un rôle de premier plan dans le développement du mouvement socialiste en Autriche-Hongrie.

Façon de montrer qu'il ne s'inclinait pas devant la solution petite-allemande de Bismarck, le parti d'Eisenach installa d'ailleurs à Vienne une de ses instances, la commission de contrôle. Il s'agissait là cependant d'une décision symbolique car elle fut aussitôt interdite par les autorités.

La manifestation de décembre 1869

À peine deux ans après sa fondation, l'Association ouvrière de Vienne était en plein essor. Encouragés par les succès en Allemagne, sensibles à la combativité ouvrière, les militants de la capitale lancèrent alors un défi au pouvoir : le 13 décembre 1869, jour de l'ouverture de la session parlementaire, ils appelèrent à une manifestation devant le Conseil d'Empire. Cette démonstration fut préparée dans les moindres détails. Son service d'ordre avait été élu dans les quartiers ouvriers, l'organisation du cortège avait été parfaitement planifiée. Ce jour-là, 25 000 travailleurs défilèrent dans les rues de Vienne et le chancelier comte von Taaffe dut recevoir une délégation d'ouvriers.

Le succès de la manifestation avait encouragé les ouvriers des provinces et accéléra la formation de nombreux cercles ouvriers dans les nouvelles villes industrielles de Cisleithanie. Andreas Scheu partit à la rencontre des responsables d'associations ouvrières dans toute l'Autriche afin d'expliquer le projet social-démocrate et d'armer politiquement ces groupes qui naissaient spontanément.

Dès l'année suivante, le gouvernement recula sur la question des syndicats, en autorisant leur création. Mais, après avoir dû reculer, le pouvoir engagea la répression contre les

militants révolutionnaires. Andreas Scheu et Heinrich Oberwinder, les délégués au congrès social-démocrate d'Eisenach, chez qui la police avait trouvé des cartes d'adhésion encore fraîches au Parti social-démocrate d'Allemagne, furent arrêtés. De plus, pour avoir affirmé que le programme révolutionnaire socialiste valait aussi pour l'Autriche, on les inculpa de haute trahison. Aux côtés d'autres militants ouvriers, ils furent condamnés à cinq ans de forteresse.

Le gouvernement tenta encore de dissoudre les associations ouvrières, notamment celle de Vienne, et les syndicats nouvellement créés. Mais de nouvelles luttes, accompagnées de combats de rue, mirent un terme momentané à la brutalité de la police et de l'armée. Les autorités se virent contraintes d'autoriser la reconstitution de toutes les associations.

Survint alors la guerre franco-allemande de 1870.

La Commune de Paris

L'empereur français Napoléon III s'était engagé dans ce conflit avec l'objectif de consolider son pouvoir vacillant et d'empêcher l'unification de l'Allemagne. Une victoire française aurait eu pour conséquence de maintenir l'état de morcellement de l'Allemagne au profit des couches aristocratiques les plus réactionnaires. Pour cette raison, se refusant à renvoyer dos à dos les deux belligérants, Marx et la direction de l'AIT avaient pris position en faveur d'une défaite des armées françaises.

Mais, pour autant, les partisans de Marx refusèrent d'apporter leur soutien politique à Bismarck. Au Parlement de Prusse, à la différence des trois députés social-démocrates lassalliens, Auguste Bebel et Wilhelm Liebknecht décidèrent

de s'abstenir lors du vote des crédits de guerre. Par ce geste spectaculaire et dans leurs discours, ils exprimèrent ouvertement leur défiance vis-à-vis de la mobilisation militaire que Bismarck présentait comme défensive. Leur attitude suscita l'enthousiasme des ouvriers en Autriche, comme en Allemagne.

Après la chute de Napoléon III et la proclamation de la république en France, Bebel et Liebknecht appelèrent à l'arrêt des combats et votèrent, cette fois, contre les nouveaux crédits de guerre. Les députés lassalliens, quant à eux, se discréditèrent aux yeux des ouvriers allemands et autrichiens en se prononçant de longues semaines encore pour la poursuite de la guerre contre la France républicaine.

Les événements furent suivis avec passion par les ouvriers de la Double monarchie qui, nombreux, prirent parti pour la jeune République française attaquée par les soldats de Bismarck.

Quelques mois plus tard, à partir de mars 1871, ce fut cette fois l'insurrection des ouvriers parisiens qui donna aux travailleurs d'Autriche-Hongrie la conscience de la force de la classe ouvrière : elle faisait la démonstration que les meilleurs défenseurs de la République étaient les ouvriers et non les bourgeois libéraux. Renforçant le courant révolutionnaire, la Commune de Paris fut saluée en Autriche-Hongrie, comme en Allemagne, par de nombreux meetings et célébrations.

Quand, deux mois plus tard, le chef du gouvernement français, Thiers, soutenu par Bismarck, envoyait la troupe écraser la Commune de Paris, le prolétariat austro-hongrois

participa à de nombreuses démonstrations de protestation et de solidarité.

Scission entre modérés et radicaux

Cette même année en Autriche, le nouveau gouvernement Hohenwart-Schäffle, qui tentait encore de jouer le mouvement ouvrier contre la bourgeoisie libérale, accorda une amnistie générale et assouplit le contrôle sur les associations ouvrières. Scheu et Oberwinder purent revenir à Vienne. Leur retour fut célébré par un meeting enthousiaste, dans la plus grande salle de la capitale.

Après quatre ans seulement, le mouvement socialiste de Cisleithanie rassemblait 219 associations ouvrières, dont 36 en Bohème, 21 en Moravie, 7 en Silésie et une en Galicie. Au total, elles regroupaient 70 000 membres. Parmi ces associations, on dénombrait 102 syndicats, 67 associations culturelles, 29 caisses maladie et invalidité.

En Transleithanie, 18 associations et 10 000 ouvriers se rattachaient à ce mouvement. Ces ouvriers venaient des premières implantations industrielles de Hongrie, de Croatie et de Slovaquie.

Ce succès fit dire à un romancier comme Ferdinand Kürnberger, lui-même révolutionnaire en 1848 : « *Je sens dans le mouvement ouvrier le pas sûr, fin, robuste et conquérant par lequel un souverain monte sur la scène du monde.* »

Le retour des dirigeants libérés avait relancé les débats sur la question du parti. Les difficultés à le faire naître ne découlaient pas seulement des restrictions administratives, mais encore de la question du programme.

La scission se produisit en 1873 à propos d'une réforme de la loi électorale. Jusqu'ici, le droit de vote était censitaire,

c'est-à-dire réservé aux hommes riches, appartenant à l'une des quatre curies suivantes : propriétaires fonciers, chambres de commerce, villes, communes rurales. Les membres des chambres de commerce élisaient un député pour 27 électeurs, les propriétaires fonciers élisaient un député pour 63 électeurs. Sans remettre en cause le système de vote par curie, la réforme proposée par le gouvernement se contentait d'abaisser le cens. Elle élargissait ainsi le corps électoral à la petite bourgeoisie aisée, mais les ouvriers, artisans et paysans restaient exclus du suffrage.

Quelle attitude devaient adopter les socialistes ? Les deux principaux dirigeants du mouvement s'opposaient sur cette question. Oberwinder s'était déclaré le partisan enthousiaste de la proposition du gouvernement, la présentant comme un véritable progrès. À l'inverse, Andreas Scheu considérait que soutenir la réforme revenait à renoncer dans les faits à la revendication du suffrage universel. Il refusait ce qui, à ses yeux, représentait un alignement derrière la bourgeoisie.

Deux courants se formèrent alors, les modérés derrière Oberwinder, les radicaux derrière le marxiste Scheu, une division similaire à celle qui existait dans le mouvement socialiste en Allemagne qui voyait s'opposer lassaliens et marxistes.

Dans les centres industriels, où les travailleurs se trouvaient concentrés dans de grandes usines et où les oppositions de classe étaient marquées, dominaient les associations radicales. C'était le cas des associations ouvrières des régions industrielles de Wiener Neustadt et de Styrie. À Vienne, où les cadres du mouvement venaient des petits

métiers mais aussi de la bourgeoisie libérale, l'influence d'intellectuels comme Heinrich Oberwinder s'avérait plus sensible.

Dans un premier temps, les partisans d'Oberwinder furent même majoritaires. Mais, à partir de 1873, l'éclatement d'une très violente crise économique contribua à dissiper des illusions : luttant pour leur niveau de vie, les ouvriers se heurtaient de plus en plus frontalement à l'intransigeance de ces libéraux qui étaient aussi leurs patrons. Il devenait clair que, pour défendre ses intérêts, la classe ouvrière devait mener la lutte sous son propre drapeau.

Mais la dépression économique prenait de l'ampleur. Le chômage qui vint frapper très massivement les centres urbains provoqua le retour des travailleurs dans les campagnes, voire l'émigration vers l'Amérique. Les usines se vidèrent, syndicats et associations aussi. La répression contre les révolutionnaires reprit de plus belle.

1874 : Neudörfl, un congrès général en période de recul

Malgré toutes ces difficultés, les représentants des associations ouvrières encore actives se retrouvèrent en avril 1874 pour tenter de mettre fin aux divisions et de constituer un parti unifié.

Cette même année, le 10 janvier, le Parti social-démocrate allemand avait obtenu 6,8 % des suffrages aux élections, envoyant sept députés ouvriers au Reichstag. L'exemple de l'Allemagne montrait que des succès étaient possibles.

Venus majoritairement d'Autriche et de Bohème, mais aussi de Slovénie, de Slovaquie et de Hongrie, 74 délégués se réunirent dans une auberge à Neudörfl. Les délégués étaient pour la plupart de langue allemande, mais la minorité des

militants slaves non-germanophones put participer aux débats grâce à la traduction assurée par les militants tchèques.

Le village de Neudörfl avait été choisi car il était situé à la frontière entre les deux parties constitutives de l'Empire, côté hongrois, ce qui permettait momentanément d'échapper à la répression. Malgré les précautions, cependant, le journaliste Tauschinsky, initiateur du congrès, fut arrêté trois mois plus tard et condamné à cinq mois de forteresse, puis à trois autres mois d'emprisonnement.

Après un jour et une nuit entière de discussions sous la présidence d'un ouvrier allemand et d'un ouvrier tchèque, le congrès adopta le nom de Parti ouvrier social-démocrate (Autriche), ainsi que le programme défendu par Andreas Scheu, qui s'inspirait largement de celui adopté à Eisenach. Le préambule stipulait : « *Le Parti ouvrier autrichien aspire, en collaboration avec les mouvements ouvriers de tous les pays, à la libération du peuple des travailleurs du travail salarié et de la société de classes par l'abolition du mode de production capitaliste moderne. Il veut instaurer à sa place la production de biens sur une base communautaire organisée par l'État.* »

Le programme mettait en avant un certain nombre de revendications démocratiques, comme le droit à l'autodétermination, le droit de vote pour tous les citoyens âgés de plus de 20 ans, la liberté totale de la presse, le droit de coalition et de réunion, la mise en place d'une armée populaire, l'indépendance des juges.

En matière sociale, il revendiquait l'introduction d'une « *journée de travail normale* » et l'abolition du travail des enfants dans les fabriques et ateliers industriels, l'introduction d'inspecteurs du travail, la suppression des impôts indirects.

Il exigeait aussi la séparation de l'Église et de l'État, ainsi que la séparation de l'école et de l'Église. Le journal *Gleichheit (L'Égalité),* que Scheu avait rejoint, devint l'organe du parti.

Le congrès de Neudörfl s'était déroulé en l'absence d'Oberwinder, qui avait quitté l'Autriche après s'être discrédité en apportant son soutien aux partis libéraux dans la presse bourgeoise. Ses partisans ne rejoignirent pas pour autant la nouvelle organisation. L'unification de l'ensemble du mouvement restait donc encore à réaliser.

Le congrès de Gotha en Allemagne

Alors qu'en 1875, en Allemagne, les tendances marxiste et lassallienne fusionnèrent en un seul Parti social-démocrate lors du congrès de Gotha, les divisions perdurèrent en Autriche-Hongrie : le congrès de Wiener Neustadt en 1876 se tint à nouveau en l'absence des modérés.

À l'issu de ce congrès, Andreas Scheu effectua une tournée de conférences en Bohême à l'invitation des ouvriers tchèques. Arrêté à Prague, il fut contraint d'émigrer en Angleterre en juillet de la même année. Ce départ forcé eut l'avantage de favoriser l'apaisement des crispations personnelles entre les militants des deux courants.

Au congrès suivant, tenu en 1877 à Atzgersdorf, une banlieue ouvrière au sud de Vienne, les social-démocrates d'Autriche-Hongrie adoptèrent le programme du nouveau Parti social-démocrate allemand né à Gotha. Le mouvement semblait prendre la voie de l'unification. Mais il le fit dans un contexte de recul important du fait de la crise économique. L'Association d'éducation ouvrière de Vienne, qui avait compté des milliers de membres, n'en avait plus que 170 en 1877.

Le congrès décida de transporter à Reichenberg, en Bohème, le siège de la direction du parti. L'ancienneté et la dimension de l'industrie textile dans cette région avaient entraîné depuis longtemps, notamment à Prague et à Reichenberg, la formation d'une classe ouvrière aguerrie.

Les social-démocrates de Bohème, tchèques et allemands, étaient organisés dans un même mouvement. Ils avaient tout d'abord tissé des liens étroits avec les militants de Saxe, région allemande frontalière. En 1869, bien que le territoire tchèque fasse partie de l'Empire des Habsbourg, ils avaient adhéré à l'association social-démocrate fondée dans la ville saxonne d'Eisenach.

De Prague, le journal *Der Arbeiterfreund* (*L'Ami de l'ouvrier*) menait la lutte au nom des deux nationalités, à la fois contre la bourgeoisie industrielle, qui était d'origine allemande, tout en s'opposant au nationalisme tchèque qui commençait à s'affirmer dans les années 1870 au sein de la petite bourgeoisie.

Se recentrer sur cette région, industrialisée et avancée politiquement, était une façon de tenir bon. Mais les persécutions policières de plus en plus violentes, qui rendaient difficile le lien avec les autres parties de l'Empire, obligèrent, trois ans plus tard, le parti à déplacer à nouveau le siège du comité central à Graz, seconde ville autrichienne par la taille, située dans la région industrielle de Styrie.

1879 : crise, répression et nouvelle division du mouvement

Loin de s'unifier, le mouvement connut de nouvelles divisions, avec encore une fois l'apparition d'un courant dit modéré s'opposant à un courant dit radical. Mais ces termes

distinguaient cette fois-ci, comme dans le reste du mouvement ouvrier international, l'opposition entre marxistes et anarchistes.

En Autriche, le terme de modérés désignait désormais ceux qui se retrouvaient dans l'orientation politique adoptée par le Parti social-démocrate allemand, qui faisait de la lutte pour le suffrage universel un des objectifs principaux pour la classe ouvrière.

Les radicaux étaient quant à eux des anarchistes, qui, à l'instar des partisans de Bakounine, prônaient le sabotage de la production ou plus généralement ce qu'ils nommaient la propagande par l'action, allant jusqu'à l'organisation d'attentats. Leur représentant était l'ouvrier Josef Peukert. Il était lié à Johann Most, un ancien social-démocrate allemand ayant milité en Autriche, puis devenu anarchiste et exilé à Londres. Ces radicaux anarchistes avaient leur organe, *Zukunft* (*L'Avenir*), un journal qui s'appuyait notamment sur les travaux d'un universitaire opposé aux idées de Marx, Eugen Dühring.

La scission se manifesta officiellement avec le refus des radicaux de participer au congrès de Brünn, en 1882. Au plus fort de la crise économique, l'anarchisme connaissait un relatif succès. En 1883, le journal des modérés tirait à 1 000 exemplaires seulement, tandis que celui des radicaux tirait à 3 000 exemplaires.

Prenant prétexte d'attentats anarchistes, le gouvernement conservateur du comte von Taaffe décida de durcir encore la répression politique contre les socialistes. Il s'inspirait de ce qui se faisait depuis 1878 en Allemagne, où Bismarck

avait fait voter des lois antisocialistes. La presse fut muselée, la surveillance policière se resserra contre les militants.

Une série de lois sévères fut adoptée contre le mouvement ouvrier et, en janvier 1884, l'état de siège s'abattit sur les régions industrielles de Cisleithanie. Toute action légale devenait impossible pour les social-démocrates. La police harcelait les militants, fouillait leurs maisons, condamnait à tour de bras.

Les réunions socialistes furent interdites, les associations ouvrières dissoutes, le courrier des militants lu, les journaux censurés. Les arrestations désorganisèrent profondément le mouvement ouvrier. Des dissensions éclataient sur toutes les questions importantes, d'autant plus que, les conditions ayant brutalement changé, les débats ne pouvait plus avoir lieu comme auparavant sur la place publique.

Conscient que la répression ne suffirait pas à couper l'herbe sous le pied des socialistes, von Taafe visait aussi à obtenir le soutien des artisans et petits paysans en abaissant une nouvelle fois le cens.

Il cherchait aussi à faire espérer aux plus modérés des travailleurs une amélioration graduelle de leurs conditions d'existence en faisant adopter une série de réformes sociales. Entre 1883 et 1886, une loi sur les accidents du travail fut adoptée, un corps d'inspecteurs du travail créé, le travail des enfants de moins de 14 ans et le travail de nuit des femmes furent interdits dans la plupart des entreprises. La journée de travail fut légalement limitée à onze heures. En 1887, une loi imposa aux entreprises de souscrire une assurance sur les accidents du travail et, en 1888, une loi instaura l'assurance-maladie obligatoire.

En juin 1884, impulsée par les socialistes du parti frère allemand, une première conférence fut organisée clandestinement à Salzbourg pour tenter, en vain, de restaurer l'unité du parti.

Deux ans plus tard, le 9 mai 1886, une nouvelle réunion à Vienne permit cette fois de trouver une ligne commune entre modérés et radicaux. Elle résultait des efforts de quelques jeunes cadres venus récemment au mouvement, dont Engelbert Pernerstorfer et Victor Adler. Tous deux fils d'ouvriers cultivés, passés ensemble par le lycée, ils s'étaient tout d'abord engagés dans le mouvement libéral allemand, puis avaient rejoint le socialisme dans le courant des années 1870.

En décembre de cette même année 1886, puisant dans l'héritage paternel, Victor Adler avait lancé un journal, *Die Gleichheit* (*L'Égalité*) dont la filiation avec l'organe social-démocrate du même nom d'Andreas Scheu était clairement revendiquée. L'hebdomadaire eut un grand succès parmi les travailleurs car il fourmillait de reportages décrivant la vie et les luttes quotidiennes des ouvriers.

En Hongrie

Au moment de la révolution de 1848, l'économie de la Hongrie était encore fondée presque exclusivement sur l'activité agricole des grands domaines. Les mines du nord, les minoteries et les fabriques de Pest embauchaient tout au plus quelque 100 000 ouvriers, pour un territoire qui comptait treize millions d'habitants.

Cette minorité ouvrière de Pest prit part à la révolution en revendiquant la réduction de la durée quotidienne du

travail, qui atteignait encore entre 14 et 16 heures, de meilleurs salaires, mais aussi la fin des insultes et des châtiments corporels.

Entre avril et juin 1848, des milliers d'ouvriers firent grève pour ces objectifs. Comme à Vienne au même moment, les imprimeurs hongrois arrachèrent leur première convention collective. La détermination ouvrière faisait l'admiration de certains révolutionnaires démocrates qui, comme Petöfi, Tancsics ou Vasvari, soutinrent leurs revendications.

L'écrasement du Printemps des peuples, puis la période absolutiste qui suivit, avaient mis en sommeil les mouvements populaires. Toutefois, le besoin de culture fut, comme dans la partie autrichienne, un des premiers facteurs d'organisation chez les ouvriers.

Dès 1865, les organisations professionnelles renaissantes des ouvriers cordonniers, menuisiers, sidérurgistes ou de la confection proposaient des cours d'histoire et d'économie quatre à cinq fois par semaine.

Des bibliothèques se multipliaient, les ouvriers ne pouvant s'acheter des livres avec leurs maigres salaires. Les statuts d'un syndicat de fondeurs de Budapest soulignaient, par exemple, la nécessité d'ouvrir des bibliothèques mettant à disposition la littérature classique, les sciences, les techniques. Les imprimeurs disposaient en 1866 à Budapest d'une bibliothèque de 500 ouvrages. Celle du syndicat des cordonniers de Budapest possédait même une salle de lecture.

Après le compromis de 1867

Le compromis de 1867 desserra l'étau qui étouffait l'industrie hongroise. Il favorisa un relatif développement économique et, avec lui, celui de la classe ouvrière.

Comme en Cisleithanie, les premiers à initier le mouvement socialiste ont été les ouvriers formés à l'étranger, que ce soit dans l'Allemagne rhénane ou dans les principaux refuges anglais ou suisse des proscrits de 1848. Le menuisier Janos Hrabje, réfugié après 1848 à Londres, où il s'était lié à Marx puis avait participé à la fondation de l'AIT, revint en Hongrie dès septembre 1866. À Pest et Buda, dans les deux villes encore séparées[2], il était entré en contact avec les membres d'associations ouvrières, associations culturelles ou caisses de secours fondées là aussi bien souvent par les libéraux.

La plus significative était l'association des imprimeurs de Buda et de Pest. Bien que née libérale, elle avait évolué vers les conceptions de Lassalle. Hrabje participa rapidement à ses activités et milita en faveur de la fondation d'une association politique exclusivement ouvrière.

Fondée dans un atelier de menuiserie des faubourgs de Pest le 9 février 1868, un an après sa sœur viennoise, cette Association ouvrière générale élut Hrabje à sa tête. Son manifeste contenait un appel à la défense des intérêts matériels et moraux de la classe ouvrière, à la conquête de ses droits politiques, mais aussi à l'organisation de caisses de secours et de coopératives de production sur le modèle lassallien.

[2] Séparées par le Danube, et reliées par un pont seulement en 1849, l'aristocratique Buda et l'industrielle Pest seront unifiées en 1873.

Reprenant les images bibliques répandues parmi les militants ouvriers de l'époque, le manifeste se concluait par : « *Ouvriers ! Sortons de l'Égypte de l'esclavage et du salariat, pour entrer dans la Terre promise de l'indépendance.* » L'association s'efforça ensuite de fonder des sections dans les villes de province et se développa à l'échelle du pays.

En mars 1869 à Pozsony, puis à Pest en août, l'Association ouvrière générale organisa des rassemblements pour que soient discutés en public les objectifs du jeune mouvement ouvrier. Sur l'actuelle place de la République de Budapest, plus de 10 000 personnes se rassemblèrent. Pour la première fois, le drapeau rouge fut déployé dans une manifestation en Hongrie.

Sur proposition de l'ouvrier imprimeur Antal Ihrlinger, un programme de revendications identique à celui de l'Association ouvrière de Vienne fut adopté par les présents. Concernant les minorités nationales, l'Association se montrait là aussi moins timorée que les révolutionnaires de 1848 : elle affirmait leur droit à l'autodétermination.

Entre 1868 et 1871, douze associations professionnelles de Buda et de Pest se joignirent à l'Association générale des ouvriers. Des associations similaires existaient dans plus de vingt villes de province, auxquelles s'étaient jointes une partie des associations professionnelles locales. En 1869, le mécanicien Karoly Farkas créait une Association ouvrière générale dans la ville industrielle de Temesvar[3] : elle se développa d'emblée sur la base des idées socialistes révolutionnaires et devint une section de l'AIT.

[3] Actuelle Timisoara en Roumanie, à 300 km de Budapest.

Le problème des relations de ce mouvement ouvrier en plein essor avec la bourgeoisie libérale se posa très vite et provoqua de nombreux conflits.

Ce fut le cas dans l'Association ouvrière générale de Pest : un vieux révolutionnaire démocrate qui avait rejoint les ouvriers socialistes, Mihaly Tancsics, avait mis son hebdomadaire *Arany Trombita* (*La Trompette dorée*) à la disposition de l'association. Le respect dont il était entouré lui avait assuré de se retrouver élu à sa tête. Mais lorsqu'il tenta en 1870 un rapprochement avec le gouvernement du libéral Andrassy, en sollicitant notamment une subvention, il souleva une telle désapprobation qu'il dut quitter l'association.

La bourgeoisie libérale fonda une association culturelle ouvrière concurrente, mais le résultat fut à l'inverse de ce que souhaitaient ses initiateurs car, très rapidement, ses membres portèrent à sa tête l'ouvrier socialiste déjà mentionné, Karoly Farkas.

En juin 1870, les deux associations, l'Association culturelle et l'Association générale, publièrent ensemble un hebdomadaire, *Altalanos Munkas Ujsag* (*Journal ouvrier général*) qui paraissait en deux versions : l'une en hongrois, l'autre en allemand. En septembre, elles organisèrent des rassemblements en faveur de la jeune République en France.

L'influence de la Commune de Paris

Quelques mois plus tard, la Commune de Paris suscita comme en Autriche l'enthousiasme des travailleurs, d'autant qu'un Hongrois, Leo Frankel, en était devenu le ministre du Travail. Les deux regroupements fusionnèrent en mai dans une nouvelle Association générale ouvrière qui

publiait un hebdomadaire, *Testvériség* (*Fraternité*), là aussi en hongrois et en allemand.

Au même moment, une série de grèves pour la liberté politique, les salaires, la journée de travail de dix heures, les conditions de travail et la dignité secoua Pest, mais aussi d'autres villes du pays. Des ouvriers furent arrêtés, dont des socialistes viennois. Aussitôt après, le 8 mai, l'Association ouvrière générale organisa une manifestation devant la Chambre des députés et sur la place du Musée national, à laquelle participèrent 3 000 personnes. On relâcha les ouvriers arrêtés.

Le 11 juin, avec le soutien de socialistes viennois, l'Association générale appela à un rassemblement public dans le grand parc de Pest en l'honneur de la Commune écrasée et de ses martyrs. Les ouvriers de Budapest s'y rendirent en manifestation, un crêpe noir sur le chapeau. Entonnant la *Marseillaise*, le chant révolutionnaire de l'époque, ils y ajoutèrent un nouveau refrain : « *La nouvelle révolution : la révolution générale !* »

D'autres manifestations de ce type furent organisées dans le pays. Le procureur général de Budapest notait, effrayé, que les ouvriers social-démocrates avaient pour but « *l'instauration de la Commune en Hongrie* ».

Après l'écrasement de la Commune, effrayé par l'éveil du mouvement politique ouvrier en Hongrie, le gouvernement Andrassy changea brutalement d'attitude. Tout comme en Cisleithanie, la direction de l'Association générale et de nombreux responsables furent arrêtés et poursuivis pour haute trahison. Après une longue détention provisoire, ils furent relâchés, à l'exception du socialiste

Zsigmond Politzer, directeur du journal *Testvériség*, inculpé pour crime de lèse-majesté. Les chicanes administratives et policières se multiplièrent désormais contre le mouvement socialiste.

Karoly Farkas représenta le mouvement hongrois au congrès de l'AIT, à La Haye en septembre 1872. Il comptait parmi les partisans de Marx face à Bakounine. Il revint du congrès convaincu de la nécessité de construire cette fois-ci un véritable parti ouvrier discipliné et centralisé. En janvier 1873, avec le typographe Antal Ihrlinger, il publia un nouvel hebdomadaire, toujours en hongrois et en allemand, le *Munkas Heti Kronika* (*Chroniques ouvrières hebdomadaires*).

Le parti des privés du droit de vote

En 1876, le retour à Budapest de Leo Frankel allait apporter un souffle nouveau au mouvement. Lassalien avant la Commune de Paris, ministre de la Commune, puis réfugié à Londres, Frankel avait été gagné aux idées de Marx qu'il avait côtoyé pendant son exil. Revenu sur le continent en 1875, auréolé du prestige de sa participation à la direction de la Commune, Leo Frankel avait pris la direction des *Chroniques ouvrières* avec pour objectif de former un large parti ouvrier sur le modèle social-démocrate. Il s'opposa aussitôt à une fraction d'inspiration lassallienne, qui donna naissance en 1878 à un parti immédiatement interdit, le Parti ouvrier de Hongrie. Son principal animateur, le correcteur d'imprimerie Viktor Külföldi, refusait toute manifestation commune avec l'aile gauche du mouvement libéral.

Ce radicalisme apparent, illustré dans son hebdomadaire *Népszava* (*La Voix du peuple*), faisait l'affaire du gouvernement et s'accompagnait d'ailleurs d'une attitude ambiguë à son égard. Frankel et ses partisans se montraient quant à eux favorables à des actions communes avec tous ceux qui revendiquaient des réformes démocratiques, y compris avec les mouvements de la petite bourgeoisie qui revendiquaient l'indépendance nationale.

D'ailleurs, lors de l'occupation brutale de la Bosnie et de l'Herzégovine en 1878 par les troupes de la monarchie, une partie de ces libéraux indépendantistes se rallièrent aux manifestations organisées contre cette intervention par les partisans de Leo Frankel.

Autre divergence : à la différence des lassalliens qui s'opposaient à l'introduction du travail féminin dans les usines, Frankel y voyait un progrès et défendait l'idée du salaire égal entre hommes et femmes.

En avril 1878, Frankel fonda le Parti des privés du droit de vote. C'était le seul nom que la police avait autorisé, car la mention même du mot socialiste était interdite. Limité légalement à sa direction élue, ce parti, à qui était interdit tout lien organique avec des sections locales, s'appuyait, comme en Cisleithanie, sur les associations culturelles et de secours. L'une d'entre elles était la caisse de secours maladie et comptait à ce moment-là plus de 16 000 membres dans plus de vingt villes de province.

L'unification du mouvement ouvrier politique

Au début de l'année 1880, des pourparlers d'unification entre les deux tendances s'engagèrent. En mai, 113 délégués venus de 28 villes différentes se prononçaient pour la

création d'un Parti ouvrier général de Hongrie, le terme social-démocrate étant toujours interdit. Son programme était le même que celui des autres partis social-démocrates, allemand et autrichien. La nouvelle direction était composée de dix membres, soit cinq par fraction. Le parti était doté des deux journaux : *La Voix du peuple* en hongrois et *Chroniques ouvrières hebdomadaires* en allemand.

Comme dans la partie autrichienne de l'Empire, une tendance anarchiste émergea dans les années 1880. Autour d'un certain nombre d'ouvriers de la chaussure de Budapest, cette tendance, qui se désignait comme socialiste-révolutionnaire, se détournait de la lutte pour le suffrage universel. Un hebdomadaire anarchiste en allemand parut à son tour, puis un autre en hongrois, *Népakarat* (*La Volonté du peuple*), publié par l'ouvrier de la chaussure Andras Szalay. Les militants de cette tendance organisèrent des attentats. Mais, dès le début de 1884, Szalay et 35 de ses camarades furent arrêtés. Quelques mois plus tard, victime de mauvais traitements, Szalay mourait à l'âge de 26 ans en prison.

En avril 1887, le troisième congrès attesta une progression du mouvement ouvrier en Hongrie. 313 délégués représentant les organisations professionnelles de Budapest et des villes de province y participèrent. Pour la première fois étaient présents des délégués d'usine, notamment de celles qu'on trouvait à Budapest. Les marxistes Ihrlinger, Csillag, Kürschner, qui en même temps dirigeaient la caisse maladie, formaient la direction du parti.

Chapitre III

1890 : L'unification du mouvement

À la fin des années 1880, le retour de la croissance économique, l'accélération de la révolution industrielle et les succès des socialistes dans l'Allemagne voisine donnèrent un nouvel élan au mouvement ouvrier d'Autriche-Hongrie.

Congrès d'unification à Hainfeld

Le 9 mai 1886, puis le 24 octobre 1888, des assemblées ouvrières nombreuses se prononcèrent pour un congrès d'unification. Ce congrès tant attendu par la nouvelle génération de socialistes se tint à Hainfeld, du 30 décembre 1888 au 1er janvier 1889.

Hainfeld était une petite ville discrète de la Basse-Autriche industrielle, à l'ouest de Vienne. Réunis dans une auberge, les 110 délégués représentaient tous les socialistes de la double monarchie, quelle que soit leur origine géographique ou leur courant d'origine, qu'il soit anarchiste, lassallien ou bien sûr marxiste. Ce dernier courant non seulement formait la majorité, mais il était le plus dynamique.

Le jeune parti prit le nom de Parti ouvrier social-démocrate. Celui-ci se définissait comme un «*parti international qui condamne les privilèges des nations autant que ceux liés à la naissance, à la propriété*». Le journal *Gleichheit*

disparaissait et faisait place désormais à l'*Arbeiter-Zeitung* (*Le Journal ouvrier*) fondé par Victor Adler.

Karl Kautsky, né à Prague et ayant milité plusieurs années en Autriche avant de devenir un des dirigeants de la social-démocratie en Allemagne, était présent parmi les délégués. Il défendit un programme sur le modèle du parti frère allemand. Celui-ci établissait que le parti devait lutter pour le suffrage universel direct, sans distinction de sexe, pour tous les corps électifs, avec indemnité parlementaire, «*sans se leurrer sur la valeur du parlementarisme, forme moderne de la domination de classe*».

Le 15 septembre suivant, Victor Adler et Leo Frankel organisaient, cette fois à Pozsony (Bratislava), à mi-chemin entre Vienne et Budapest, une conférence commune ayant pour objectif de fonder un Parti social-démocrate unifié pour l'ensemble de la Transleithanie. Des représentants autrichiens et hongrois étaient présents.

La fondation de la Deuxième Internationale et le 1er Mai

Le Parti social-démocrate autrichien nouvellement né envoya sept délégués, au congrès qui, le 14 juillet 1889 à Paris, donna naissance à la Deuxième Internationale. Parmi ces délégués, se trouvaient notamment Victor Adler et Leo Frankel.

Se démarquant clairement des positions anarchistes, le congrès proclama la nécessité de la prise du pouvoir politique par le prolétariat en vue de la destruction de l'ordre capitaliste. Afin de populariser l'objectif de la journée de huit heures, il fut décidé de faire du 1er Mai le jour international de lutte des travailleurs.

Ce 1er mai tombait un jeudi. Ce jour-là, les grèves et manifestations organisées jusque dans les plus petites villes furent de véritables succès, malgré les énormes pressions de la police et les rumeurs les plus affolantes dans la presse bourgeoise.

À Vienne, dès le matin, la grève fut massivement suivie et 60 rassemblements eurent lieu. L'après-midi, 100 000 ouvriers manifestèrent en direction du Prater, le grand parc de la ville, où se tint le plus grand meeting jamais organisé jusque-là dans l'Empire, qui se couvrait de manifestations. Il y en eut même dans des petites villes du Haut-Adige, comme Bozen ou Meran[4], mélangeant ouvriers allemands et italiens.

En Hongrie, 100 000 ouvriers firent grève. La manifestation de Budapest fut suivie d'un rassemblement dans le grand parc de la ville, où l'on compta près de 60 000 participants. La résolution en faveur de la journée des huit heures y fut adoptée.

Dans les jours qui suivirent, des grèves éclatèrent dans de très nombreuses villes. Ces manifestations impressionnèrent l'ensemble du mouvement socialiste international. En effet les partis français et allemand, plus puissants pourtant, ne défilèrent dans les rues que le dimanche suivant le 1er mai, par crainte de la répression.

La réussite du 1er mai renforça les militants de Hongrie dans leur détermination à créer un mouvement ouvrier politique large. Les 7 et 8 décembre 1890, un congrès adoptait le titre de Parti social-démocrate de Hongrie, ainsi que les principes de la IIe Internationale et le programme de

[4] Actuellement Bolzano et Merano en Italie.

Hainfeld. Dans cette section hongroise de la social-démocratie d'Autriche-Hongrie, la majorité des militants étaient allemands, mais beaucoup étaient tchèques, moraves, slovaques, croates et, bien sûr, magyars. *Népszava* et *Arbeiter-Zeitung* étaient les organes du parti. Engels, qui suivait de près la vie des partis de l'Internationale, en particulier des partis allemand et autrichien, salua ce congrès en termes chaleureux et souligna son caractère internationaliste.

La conquête du suffrage universel

La social-démocratie réunifiée mena aussitôt campagne pour la conquête du suffrage universel, masculin et féminin. Mais si, en Cisleithanie, le suffrage fut étendu par étapes à l'ensemble de la population masculine, ce ne fut pas le cas en Hongrie.

En Autriche

En 1896 en effet, le gouvernement de Vienne fit enfin le choix d'élargir le droit de vote en Cisleithanie à tous les hommes de plus de 25 ans, résidant depuis au moins six mois dans une commune, et sans condition de revenu. Cependant les anciennes curies censitaires étaient maintenues. Les électeurs riches des quatre premières curies pouvant eux aussi voter dans la nouvelle cinquième curie, ils votaient deux, voire trois fois. Si 5 400 grands propriétaires étaient représentés par 85 députés, les cinq millions d'électeurs de la cinquième curie n'avaient droit qu'à 72 députés. C'était donc une demi-victoire pour les social-démocrates autrichiens, mais cela leur donnait désormais la possibilité de mener campagne et de faire élire des représentants au Parlement viennois.

En mars 1897 eurent lieu les élections tant attendues. Quatorze social-démocrates furent élus sur les 72 sièges de la cinquième curie, tels Ignacy Daszyski en Galicie ou Anton Schrammel en Bohème. Mais le mode de scrutin empêcha l'élection d'un social-démocrate à Vienne, où pourtant le parti avait présenté son principal dirigeant, Victor Adler, battu par un conservateur totalement inconnu. Quatre ans plus tard encore, avec 25 000 voix, Victor Adler manquait l'élection à Vienne, tandis qu'un moine, Treuinfels, se qualifiait dans sa curie du Tyrol avec 9 voix seulement.

En 1905, la révolution russe créa enfin la situation favorable que les dirigeants de la social-démocratie de Vienne attendaient. Comme en Russie, les manifestations revendiquant le même droit de vote pour tous, tant à Vienne qu'à Brünn, Innsbruck, Linz, Zagreb ou Trieste, furent gigantesques. Une grève générale pour l'obtention du suffrage universel fut organisée le 28 novembre 1905. Le lendemain de cette démonstration de force de la classe ouvrière autrichienne, un projet de loi portant instauration du suffrage universel était déposé. Aux élections qui suivirent, en 1907, les social-démocrates obtinrent un million de voix et devenaient, avec 87 députés, le premier parti représenté au Parlement autrichien.

Le suffrage universel masculin étant acquis en Cisleithanie, le parti mit alors en avant la lutte pour la journée de huit heures et pour l'amélioration des conditions de vie et de travail des ouvriers et des ouvrières.

En Hongrie

En Hongrie, la classe ouvrière était plus réduite et l'aristocratie pesait encore fortement sur l'ensemble de la société.

La lutte pour le suffrage universel se heurta à une opposition résolue du pouvoir.

La reprise économique qui favorisait l'essor de l'industrie s'accompagna de luttes grévistes qui permirent l'amélioration des conditions de vie des ouvriers. La durée quotidienne du travail baissa à dix, puis neuf heures, et parfois huit heures, les salaires augmentèrent de 15 % environ. Dès 1891, le gouvernement se vit contraint de légiférer sur le travail du dimanche et sur les droits des salariés.

Encouragés aussi par la démocratisation de la vie politique à Vienne, les socialistes hongrois lancèrent une campagne pour réclamer plus de libertés et un élargissement du droit de vote. Durant l'été 1905, la révolution en Russie donna un nouvel élan à cette agitation. *Népszava* affirmait : « *Le pays entier est véritablement ébranlé : les uns après les autres, métier après métier, les ouvriers abandonnent leurs outils, dans les ateliers, les usines, les chantiers. Il n'y a peut-être pas d'autre pays que la Hongrie, en dehors de la Russie, où la terre n'ait commencé à trembler.* »

Lors d'un congrès extraordinaire, le 10 septembre, la social-démocratie appela à une grève générale. Le jour fixé pour la mobilisation, le 15 septembre, resté célèbre sous le nom de Vendredi rouge, 100 000 ouvriers défilèrent devant le Parlement à Budapest. Cette manifestation, ainsi que celles qui eurent lieu partout dans le pays, furent les plus importantes jamais organisées jusque-là en Hongrie. Mais ces mobilisations ne parvinrent pas à faire reculer le gouvernement de Transleithanie sur la question du suffrage universel.

En juin 1906, lors de son 13e congrès, la social-démocratie de Transleithanie se donna pour objectif d'élargir encore plus la bataille pour le droit de vote. Pourtant, la direction du parti ajourna la campagne de mobilisation après la promesse de certains libéraux de faire adopter une loi sur le droit de vote en cas de victoire électorale.

Arrivée au pouvoir, la nouvelle coalition constituée de libéraux et de nationalistes se contenta de proposer une réforme qui n'accordait le droit de vote qu'à 15 % de la population. En outre, l'organisation d'un vote secret, avec isoloir, n'était prévue que dans les villes. Ce projet pourtant bien timide ne fut jamais adopté. Par contre la coalition fit voter une loi, surnommée la « *loi raclée* », qui prévoyait des peines de prison pour les organisateurs ou participants à des grèves dans les campagnes et le retour forcé à leur employeur, sous la contrainte de la gendarmerie, des valets de ferme ou des journaliers agricoles qui l'auraient quitté.

Dans les années qui suivirent, le Parti social-démocrate organisa encore de nombreuses actions. Ainsi, le 10 octobre 1907, une nouvelle grève générale fut massivement suivie, donnant lieu à de violents affrontements. Mais le suffrage universel ne fut jamais accordé en Hongrie, où la répression contre le mouvement ouvrier, moins puissant qu'en Autriche, resta particulièrement brutale.

En 1910, date des dernières élections avant la guerre mondiale, seuls 162 000 riches avaient le droit de vote dans cette Hongrie alors peuplée de plus de 20 millions d'habitants.

L'aggravation de la question nationale

À partir des années 1880, le capitalisme pénétrait jusque dans les campagnes les plus reculées et sortit des régions entières de l'arriération. Dans l'ensemble de l'Empire, des couches nouvelles de petits entrepreneurs se trouvèrent entraînées dans le tourbillon des affaires et confrontées à la concurrence des industriels plus avancés installés à Vienne ou Budapest.

Ces catégories fournirent une base sociale à des courants nationalistes, qui agirent au sein de l'Empire comme des forces centrifuges de plus en plus puissantes. Plus ancienne que ses congénères d'autres nationalités opprimées, propulsée par l'envol de la production textile, des brasseries et des verreries en Bohème, la bourgeoisie tchèque ouvrit une première brèche en Cisleithanie. Elle réclama sa représentation au Parlement de Vienne et une administration autonome dont le siège serait situé à Prague. Cette revendication ouvrait la voie à une nouvelle division de la Double monarchie.

Une période de confrontation politique entre Tchèques et Allemands de Bohème s'ouvrait. En 1878, l'occupation de la Bosnie-Herzégovine par l'armée impériale allait déclencher l'éveil des nationalismes dans tout l'Empire. Les nationalistes croates réclamèrent désormais, sur le modèle tchèque, la création d'une Grande-Croatie en Transleithanie. En réaction, les autorités hongroises se lancèrent dans une politique de magyarisation de l'administration et des écoles.

En avril 1897, voulant prendre en compte la montée du sentiment national en Bohème, le Premier ministre, le

comte Badeni, décida d'obliger les fonctionnaires en poste dans cette province à parler non plus seulement l'allemand mais aussi le tchèque. Cette volonté d'instaurer un bilinguisme dans l'administration provoqua un tollé de la part des milieux nationalistes allemands de Bohème, qui organisèrent des manifestations obligeant l'armée à intervenir. Les affrontements gagnèrent les rues de Vienne, jusqu'au Parlement où des députés en vinrent aux mains. Après huit mois d'agitation, Badeni démissionna et ses ordonnances linguistiques furent suspendues, puis annulées. Ce recul, loin d'apaiser les tensions, provoqua des manifestations de la part des mouvements nationalistes tchèques et le nouveau gouvernement finit par décréter l'état de siège à Prague.

La social-démocratie se devait de donner une réponse aux revendications nationales montantes dans les peuples opprimés de cet empire multinational. On sait quelle importance cruciale cette question allait prendre dans un autre empire réunissant de nombreux peuples, la Russie des tsars. On sait à quel point le fait que le Parti bolchevique ait su lier la question de l'émancipation nationale des peuples opprimés au combat pour la révolution prolétarienne a joué un rôle déterminant dans la victoire de la révolution d'Octobre en Russie. Les bolcheviks surent combattre le nationalisme grand-russien tout en s'opposant à la prétention de la bourgeoisie et des couches dirigeantes des peuples opprimés à se poser, au nom du nationalisme, en représentants des intérêts de leur peuple.

La social-démocratie autrichienne, tout en défendant à ses débuts des positions de principe justes, n'aura jamais réussi à souder en un ensemble les perspectives de

l'émancipation nationale et celles de l'émancipation sociale. Cette incapacité allait devenir un des aspects de l'évolution de la social-démocratie autrichienne vers le réformisme.

De façon significative, la social-démocratie autrichienne s'est posé surtout la question de savoir s'il fallait accepter ou refuser des sections nationales au sein des partis socialistes de l'Empire austro-hongrois.

1899, le programme des nationalités

Le congrès qui s'ouvrit à Brünn en 1899 fut consacré à la question nationale. Le programme des nationalités qui fut adopté stipulait : « *L'Autriche est à transformer en État démocratique fédéral des nationalités. Au lieu de territoires historiques de la Couronne, doivent être constituées des entités administratives autonomes délimitées nationalement, dont la législation et l'administration relèvent de Chambres nationales élues au suffrage universel direct et égal, garantissant le droit des minorités nationales.* »

Les socialistes se déclaraient favorables au maintien du cadre politique le plus large possible, le plus apte à permettre le développement de l'économie car, pour ces militants marxistes, seul l'essor des forces productives pouvait permettre de poser les bases d'une société sans classe et sans oppression, sociale et nationale.

Pour cette raison, ils ne souhaitaient pas l'éclatement de l'empire, mais sa démocratisation. Ainsi leur programme revendiquait la disparition de toutes les divisions administratives héritées du passé qui ne correspondraient pas aux souhaits formulés par les populations.

Se déclarant opposé à toute forme d'oppression nationale, ces militants combattaient le nationalisme en tant

qu'idéologie introduisant des divisions parmi les travailleurs et les classes exploitées. C'est pourquoi ils se refusèrent à adopter la revendication d'une autonomie fondée sur la culture nationale[5], proposée – entre autres – par le dirigeant du Parti social-démocrate slovène.

Sur la question si sensible de la langue, le parti marquait son opposition aux tenants du nationalisme allemand en précisant : « *Nous ne reconnaissons aucun privilège national et rejetons par conséquent la revendication d'une langue d'État.* »

5 Par la suite, deux socialistes autrichiens reprirent cette idée à leur compte, Otto Bauer et Karl Renner. Ils devinrent, après la Première Guerre mondiale, les deux principaux dirigeants du mouvement social-démocrate. Renner fut même président de l'Assemblée nationale de 1930 à 1933, puis président de la seconde République autrichienne, de 1945 à 1950.

Chapitre IV

L'apogée de la social-démocratie en Autriche-Hongrie

Dans les années de 1890 à 1910, la social-démocratie connut un développement très important au sein de la classe ouvrière. Du fait de la plus grande industrialisation de la Cisleithanie, ses progrès y furent plus importants qu'en Hongrie.

La social-démocratie était avant tout le parti des ouvriers. En 1913, une grande enquête lancée par Robert Danneberg, un dirigeant du parti, avait révélé que, parmi les 89 000 membres de la section autrichienne, 88,1 % étaient des ouvriers, 5,3 % employés et fonctionnaires, 4,7 % artisans et les intellectuels 0,6 %.

Les militants et les cadres étaient très jeunes, particulièrement à l'époque de la fondation du mouvement. Hartung n'avait que 24 ans lorsqu'il fonda en 1867 l'Association d'éducation ouvrière de Vienne. Andreas Scheu fut élu à 25 ans délégué au congrès d'Eisenach de 1869. Karoly Farkas avait 26 ans au moment de fonder la première section de l'AIT en Hongrie.

Ces militants créèrent des associations ouvrières intervenant dans tous les domaines de la vie sociale des travailleurs, afin de les soustraire à l'influence de l'Église, des

employeurs et des associations bourgeoises. Cette forme d'organisation permettait en outre de contourner une législation répressive.

Parmi ces associations, citons les chorales, mode d'expression peu coûteux, hérité des traditions villageoises. Karl Hoeger, pionnier du mouvement ouvrier, membre du comité d'organisation du congrès de Hainfeld, était lui-même chef de chœur et compositeur. Les chorales se multiplièrent rapidement. Il n'y avait pas une association ouvrière qui n'en ait une. Cérémonies de fondation ou anniversaires, il n'était pas une célébration qui ne commençait ou ne finissait sans un programme de chants. Même les discours étaient entrecoupés par l'intervention d'un chœur.

Plus tard, les succès de la lutte pour la réduction du temps de travail rendirent possible la multiplication des associations sportives. Le cyclisme connut le plus grand succès et le parti en tira avantage : les adeptes de la petite reine organisaient des réunions de propagande dans les auberges où ils se restauraient et se chargeaient de la distribution des journaux jusque dans les lieux les plus reculés.

Il existait en fait une myriade d'associations social-démocrates : de gymnastique, de randonnée, de folklore, d'adeptes de la nature… et même d'éleveurs de lapins. Elles portaient un nom : à Innsbruck, l'association des gymnastes s'appelait Karl Marx, celle des cyclistes, Lassalle.

L'une des plus importantes associations de la mouvance social-démocrate était l'association crématiste ouvrière, fondée en 1904. Elle militait pour obtenir le droit à l'incinération – combattue par l'Église catholique – et luttait contre l'influence religieuse parmi les ouvriers. Citons aussi

les associations d'abstinents : la lutte contre l'alcoolisme constituait une des activités du mouvement ouvrier. L'absence de vente et de consommation d'alcool, à l'exception de la bière, était d'ailleurs l'indice très clair qu'on se trouvait dans une association social-démocrate.

En Hongrie, la social-démocratie, bien que moins nombreuse, suivait ce modèle. Ici aussi, l'accès à la culture jouait un rôle important. Dans ses souvenirs portant sur cette période, un vieil ouvrier cordonnier racontait en 1925 : « *Nous avions des cours élémentaires réguliers : écriture, orthographe, lecture, calcul. Nous avions acheté un grand tableau noir, une carte du pays, un globe, etc. Nous étions abonnés aux journaux du parti, au* Nouveau journal des cordonniers de Vienne, *au* Journal des cordonniers suisses. *Mais nous avons rapidement été aussi abonnés au* Vasarnapi Ujsag[6] *(*Journal du dimanche*). Nous avions même peint le blason de l'association, que les gens regardaient bouche bée. Il était peint en grand sur la façade.* »

Les syndicats

Les associations professionnelles avaient aussi une place particulièrement importante dans le mouvement. Dès leur création après 1867, les associations d'éducation ouvrière s'étaient efforcées de multiplier les syndicats, sur la base d'une activité et d'un bassin d'emploi, généralement une ville.

Militants et ouvriers devaient affronter la répression patronale et celle de l'État. Le développement des syndicats fut rendu difficile par la longue crise économique qui éclata

[6] Un journal culturel et scientifique, d'inspiration nationaliste.

à partir de 1874. Mais les divisions entre socialistes constituaient un obstacle supplémentaire.

La question des négociations avec le patronat, l'organisation des grèves et de leurs objectifs, les moyens de venir en aide aux grévistes, la répartition des fonds de solidarité, tout était l'objet d'inlassables débats.

Les congrès de Hainfeld et de Budapest firent de la question syndicale un point important de l'ordre du jour, et donnèrent la véritable impulsion qui aboutit à l'unification des associations professionnelles. Ils proposèrent la formation de fédérations syndicales à l'échelle du pays et aidèrent au rapprochement des associations syndicales locales. Les congrès insistèrent pour rappeler que les syndicats se devaient non seulement d'organiser les ouvriers qualifiés, mais aussi les femmes et les manœuvres.

Sur leur initiative, des commissions provisoires furent créées dès 1891 dans chaque partie de l'empire, avec pour mission de préparer l'unification syndicale. Elles débattirent des statuts des associations professionnelles, de leurs activités, de leurs objectifs.

En 1892, la première conférence de la commission syndicale en Hongrie décidait la création d'une presse syndicale générale. En 1893, le premier véritable congrès syndical de Cisleithanie marqua le début d'un mouvement syndical unifié, tout d'abord en Autriche. La centralisation permit alors d'augmenter l'efficacité des grèves.

Une presse syndicale centrale vit le jour. Elle avait notamment pour tâche d'unifier les luttes alors que la majorité de travailleurs, jeunes et combatifs, s'engageaient encore trop spontanément dans des mouvements isolés. Dans

son édition de juin 1893, le mensuel *Die Gewerkschaft* (*Le Syndicat*) devait rappeler que la grève n'était justifiée que si toutes les autres formes de résistance avaient été épuisées.

Dès lors que la commission s'engageait à soutenir une grève, elle s'engageait aussi à mettre en place la vente de bons de soutien aux grévistes et à populariser leur mouvement. Plus tard, en 1907, fut créé un fonds permanent de soutien aux grèves, abondé par un prélèvement sur les salaires des adhérents.

Les organisations syndicales ne limitaient pas leur terrain d'intervention aux seuls salaires ou aux conditions de travail. Pour les militants social-démocrates qui animaient et dirigeaient ces organisations, actions politiques et syndicales étaient complémentaires. Par deux fois, en 1893 puis en 1906, la commission centrale des syndicats de Cisleithanie a appuyé des manifestations pour le suffrage universel en organisant des grèves générales.

De fait, en 1896, date de l'élargissement du suffrage, *Die Gewerkschaft* rappelait la nécessaire union des deux mouvements : « *Le parti politique doit compter sur les syndicats car il ne peut progresser que sur l'organisation des masses, éduquées et disciplinées. L'organisation syndicale ne peut surmonter les obstacles qui s'opposent à son puissant développement sans le parti politique.* »

Cette union n'était pas seulement personnifiée par l'élection comme députés de syndicalistes connus sur des listes social-démocrates. Certaines questions étaient autant débattues dans un congrès du parti que dans un congrès syndical. Ce fut le cas lors d'un congrès social-démocrate tenu à Prague en mars 1896, où la question des limites des lois

sociales fut débattue, puis à nouveau discutée au congrès syndical général en décembre de la même année.

Dans l'Autriche impériale au tournant du siècle, on comptait 540 000 syndiqués sur une population de 25 millions d'habitants.

En Hongrie, la mise en place définitive d'un organe exécutif syndical, le Conseil des syndicats, date de 1899. Ce n'est qu'après 1904 que le nombre de syndiqués dépassa les 50 000. Si 30 % des ouvriers de la capitale étaient syndiqués, il n'y en avait que 8 % en province.

La social-démocratie dans les campagnes

La social-démocratie connut un essor dans les campagnes hongroises, où les premiers succès ouvriers, notamment à Budapest, contribuèrent à éveiller les consciences de nombreux petits paysans et d'ouvriers agricoles.

Les idées socialistes atteignirent la province après l'unification d'Hainfeld, notamment dans les districts du sud-est du pays qui venaient d'être reliés à la capitale par le chemin de fer. Bien des ouvriers agricoles ou paysans démunis complétaient leur maigre revenu par un emploi saisonnier dans les villes en développement, en tant que terrassiers dans le bâtiment et dans les usines qui faisaient leur apparition. Au début des années 1890, le chômage eut pour conséquence une vague de grèves dans les usines de cette région.

Les ouvriers agricoles, qui réclamaient eux aussi des augmentations de salaire, rejoignirent là-bas les cérémonies ouvrières locales du 1er Mai 1891. Toute la région s'enflamma, au point qu'elle garde depuis le surnom de « *coin des tempêtes* ».

Le leader du mouvement était un ouvrier agricole, Janos Szantos Kovacs, président du cercle de lecture social-démocrate local. Les arrestations se multiplièrent parmi les ouvriers agricoles et les ouvriers d'industrie, Szantos Kovacs fut lui-même condamné à cinq ans de prison. Le calme ne revint qu'après l'intervention brutale de l'armée impériale.

Entre le 31 janvier et le 2 février 1897, le parti organisa un congrès socialiste des ouvriers agricoles qui se prononça pour la réduction du temps de travail à douze heures, la suppression des corvées, un salaire identique entre hommes et femmes et les droits du travail. Bien sûr, il insistait aussi sur les revendications politiques : droit de vote secret, droit de se rassembler et de s'associer.

Cette année 1897 marqua d'ailleurs l'apogée d'une grande vague d'occupations des terres dans tout le pays. Malgré une répression épouvantable, le mouvement des travailleurs pauvres des campagnes permit au moins d'arracher pendant l'été de meilleurs salaires et une meilleure nourriture.

En 1905, année de la révolution en Russie, une grève des ouvriers agricoles et des moissonneurs saisonniers s'étendit de nouveau à tout le pays.

La social-démocratie défendait l'idée d'une propriété collective des terres, forme plus adaptée à la mise en œuvre de moyens modernes et mécanisés. Elle devait lutter en permanence contre l'influence des petits paysans propriétaires dont les revendications portaient davantage sur le partage des terres. L'importance numérique des ouvriers-paysans et du mouvement des paysans pauvres favorisèrent la propagation des idées socialistes dans les campagnes de Hongrie.

Cela contribua à expliquer le succès des idées révolutionnaires parmi les soldats hongrois de la Première Guerre mondiale.

Les associations électorales

À côté des associations d'éducation ou professionnelles auxquelles appartenaient la majorité de ses membres, le parti construisit un réseau d'associations spécifiquement destinées à préparer les élections. Elles avaient pour but essentiel l'éducation politique, puis la formation des futurs candidats et élus. Elles organisaient souvent des fêtes dans des auberges, mais aussi dans des parcs et des bois.

Comme toutes les associations, elles portaient elles aussi un nom. L'association d'Ottakring à Vienne s'appelait Apollon. Elle avait été fondée en 1889 par l'ouvrier d'usine et futur dirigeant Franz Schuhmeier.

L'exemple de Salzbourg montre comment le parti pouvait utiliser une association électorale comme un levier de développement pour toute son activité : fondée en 1891, l'association social-démocrate locale s'appelait Zukunft (L'Avenir). À ses débuts, elle tenait ses assemblées dans la ville même. Sa zone d'influence s'étendit ensuite dans les villes des vallées, puis des montagnes alentour, auprès notamment des cheminots, des ouvriers des mines, des fonderies et des petites fabriques.

Après le premier élargissement du droit de vote, en 1896, furent créés des cercles correspondant aux districts électoraux ainsi que des journaux locaux, tel le *Salzburger Wacht* (*Le Réveil de Salzbourg*).

La presse

La propagation des idées socialistes était assurée par l'existence de nombreux journaux. L'*Arbeiter-Zeitung* (*Le Journal ouvrier*) de Vienne était reconnu partout comme la direction politique générale du mouvement ouvrier austro-hongrois. Hebdomadaire à ses débuts, il devint quotidien en 1894. En 1900, il tirait à 37 000 exemplaires en semaine et 46 000 le dimanche. À titre de comparaison, la *Neue Freie Presse* (*Nouvelle presse libre*), journal de la bourgeoisie libérale, tirait à 50 000 exemplaires.

L'*Arbeiter-Zeitung* chapeautait une constellation de journaux ouvriers social-démocrates qui foisonnaient dans les différentes provinces. En 1895, on comptait en Cisleithanie sept quotidiens socialistes en langue allemande, cinq en tchèque, deux en polonais, un en slovène, un en italien. Ils avaient en tout 127 000 abonnés.

Certaines publications faisaient office de directions régionales : ainsi le journal *Der Volksfreund* (*L'Ami du peuple*), qui paraissait à Brünn, faisait figure de direction pour le mouvement ouvrier germanophone de Bohème et de Moravie.

Depuis Budapest, la rédaction de *Népszava* (*La voix du peuple*) servait de direction à la social-démocratie de Hongrie, relayée en allemand par la *Volkstimme* (*La Voix du peuple*). À partir de l'été 1899, *Népszava* parut trois fois par semaine alors que *Volkstimme* restait hebdomadaire. Ce décalage montrait que le mouvement socialiste gagnait de l'influence dans les couches les plus exploitées du prolétariat, ici les ouvriers magyars. Finalement, le 1er avril 1905, *Népszava* devint quotidien. Un magazine théorique en

hongrois, *Szocializmus*, fut aussi lancé. Dans les provinces de Transleithanie, il existait dorénavant douze hebdomadaires, dont six en hongrois, les autres en allemand, slovaque, roumain ou serbe.

Les journaux réservaient une partie de leurs colonnes à la vie du parti. *Gleichheit*, par exemple, consacrait une page entière à la liste des dons à plusieurs fonds : pour soutenir une grève, soutenir les familles des militants emprisonnés, soutenir la presse ouvrière ou encore la construction d'une maison du peuple.

Bien évidemment, dans l'ensemble de l'Autriche-Hongrie, le parti éditait aussi en permanence tracts et brochures.

Les droits des femmes

L'industrie se développant, le parti recrutait des ouvrières. Ainsi, à la suite d'une grève des ouvrières du tabac de l'usine de Hallein en 1899, une section féminine de l'association social-démocrate d'éducation ouvrière et syndicale locale, comptant 60 ouvrières, vit le jour

Le parti combattait pour les droits des femmes, notamment le droit de vote. Mais au sein du mouvement, bien que le principe de l'égalité hommes-femmes fût censé régner, bien des préjugés sexistes restaient à combattre, y compris au sein des directions.

En 1888, la désignation d'une femme, Anna Altman, comme déléguée de son cercle social-démocrate en Bohème au congrès fondateur de Hainfeld avait été repoussée. Dix ans plus tard encore, à la tribune d'un congrès, le secrétaire Franz Schuhmeier déclenchait les rires en déclarant : « *Je peux affirmer que plus le camarade est actif dans*

l'organisation, plus sa femme a à faire à la maison. Pour ma part, pas besoin d'organiser ma moitié préférée, je m'en débrouille tout seul ! »

La misogynie des socialistes autrichiens suscitait parfois des critiques internationales, en particulier celles du dirigeant allemand August Bebel. Toutefois des femmes comme Adelheid Popp, Viktoria Kofler, Anna Altman ou encore Maria Krasa ont intégré rapidement la direction du parti. Maria Krasa avait tout de même dû rédiger en 1897 une lettre ouverte où elle avait écrit : « *Nous en avons assez d'être tolérées ou de siéger dans des instances à titre décoratif.* » Et par deux fois, en 1896 et 1897, les militantes avaient boycotté le congrès de leur propre parti.

Il n'en reste pas moins que le mouvement ouvrier s'ouvrit aux femmes dès sa naissance : celles-ci étaient présentes dans les associations ouvrières dès les années 1870. Le parti s'était d'ailleurs doté pour cela d'un *Journal des ouvrières,* dirigé par Adelheid Popp.

Par la suite, la social-démocratie multiplia ses efforts pour s'adresser aux femmes, les organiser, soutenir leurs luttes. En 1891 par exemple, une conférence tenue à Linz par la couturière viennoise Marie Grubinger, « *à propos de l'amélioration du sort des ouvrières selon le programme social-démocrate* », attira 400 personnes, majoritairement des ouvrières. Deux ans plus tard, l'association d'éducation des ouvrières de Linz vit le jour sous la direction d'une autre femme, Julianne Huditschek. Les syndicats fondés dans la ville s'intitulèrent clairement « syndicats d'ouvriers et d'ouvrières ».

Cette préoccupation qu'avait la social-démocratie d'organiser les travailleuses et de les aider dans leurs luttes aboutit à la mise en place d'une commission au niveau du parti. En 1898, une conférence fut organisée à l'échelle de l'empire pour discuter et préciser les revendications de la social-démocratie sur ce terrain : égalité des salaires, protection au travail, accès des filles à l'école.

L'organisation du parti

Très décentralisée, la social-démocratie s'élevait sur une myriade d'organisations de base, syndicales, culturelles ou politiques. Pour être considéré comme membre, il suffisait de se reconnaître dans ses principes.

Ainsi, en novembre 1891, lors d'un premier congrès dans le Land de Salzburg, le militant qui établissait les effectifs du parti parlait encore de la sorte : « *390 membres social-démocrates des Associations ouvrières générales, 192 membres dans les associations professionnelles des forestiers, 109 dans les associations professionnelles de tailleurs, 157 chez les cordonniers, 30 chez les boulangers, et enfin 30 dans la fédération des chorales.* »

La multiplication des associations fit naître de nouvelles pratiques. Apparu chez les travailleurs de Bohème, le rôle de « l'homme de confiance » se généralisa de proche en proche. Chaque association locale, chaque groupe d'ouvriers qui se revendiquait de la social-démocratie élisait ou désignait en son sein un homme de confiance. Celui-ci représentait son organisation ou son groupe dans les réunions clandestines ou tolérées qui faisaient office d'échelon intermédiaire. Ce sont ces instances qui élisaient les délégués aux congrès.

Dans son quartier, son immeuble ou au sein de l'association locale, l'homme de confiance faisait le lien entre les adhérents. Il apportait la presse et les tracts, discutait, convainquait, en y consacrant bien souvent tout son dimanche, seule journée de repos pour les ouvriers.

En 1892, un congrès rédigea noir sur blanc les premiers statuts formels, donnant une cohésion d'ensemble à des pratiques mises en place petit à petit.

Aux alentours de 1900, le parti autrichien comptait 150 000 membres sur, rappelons-le, une population de 25 millions de personnes. Mais c'est en 1909 que les notions de cotisation et d'adhésion au parti furent définies précisément et qu'une carte de membre vit le jour. Cette formalisation était devenue nécessaire avec l'augmentation du nombre des adhérents, dans une période où, la répression s'atténuant, il devenait plus facile de se réunir et de débattre.

D'ailleurs, si dans les centres urbains les militants cotisaient à chaque association séparément, en province par contre, où l'on était moins nombreux, persista longtemps le Blocksystem : les militants payaient leur cotisation au parti, qui redistribuait les sommes aux syndicats et aux caisses de grève. Les responsables des diverses associations locales étaient souvent les mêmes personnes.

L'élargissement du droit de vote au tournant du siècle transforma les associations culturelles, bases du parti, en associations politiques calées sur les districts électoraux. Ce fut le cas jusque dans le Vorarlberg agricole ou dans le Trentin alpin. La social-démocratie allemande d'Autriche, plus

nombreuse, était la mieux structurée de toutes les organisations de la Double monarchie.

Le Parti général

Le Parti social-démocrate fut tout d'abord organisé sur une base territoriale. Par exemple, un ouvrier slovène en Styrie - un territoire d'Autriche du Sud - était organisé avec les ouvriers germanophones dans le Parti social-démocrate d'Autriche.

Avec le développement du mouvement, des sections nouvelles apparurent progressivement dans chacun des territoires de la Couronne impériale. Si les partis autrichien et hongrois furent définitivement fondés en 1888-1889, la section polonaise de Galicie et de Silésie vint par exemple au monde en 1893 à Przemysl[7]. L'organisation la plus tardive, le Parti social-démocrate de Bosnie et d'Herzégovine, fut fondée en 1908 par une assemblée à Sarajevo. À leur fondation, tous ces partis adoptaient le programme de Hainfeld.

Cependant, dans les territoires où existaient différents groupes nationaux, des sections se formaient autour d'une communauté linguistique et se rattachaient à la section nationale. Ainsi, les travailleurs allemands de Bohème se retrouvaient dans le Parti allemand d'Autriche, et les ouvriers tchèques de Vienne formaient une section rattachée au Parti tchèque de Prague. Tous les deux ans environ, chaque parti organisait son propre congrès.

Pour autant, le sentiment d'appartenir à un même mouvement resta longtemps très fort. Il n'était pas rare qu'un ouvrier, obligé bien souvent à déménager, passe d'une

[7] Ville du sud de l'actuelle Pologne.

section à une autre. Par ailleurs, une partie des cotisations servait à financer l'échelon supérieur, au niveau de l'empire.

La social-démocratie manifestait ainsi son unité dans ce qu'on appelait le Parti général, qui était doté d'une direction multinationale et d'un secrétariat général. Une fois tous les deux ans, un congrès général rassemblait tous les social-démocrates de Cisleithanie, mais aussi les délégations venues de Transleithanie. Ce congrès manifestait l'unité supranationale des socialistes, au point qu'on parlait aussi à l'époque d'une « Petite Internationale ».

La formation des militants

Au début du mouvement, l'inspiration politique était venue de Lassalle, longtemps surnommé par les ouvriers « *le héros du XIX^e^ siècle* ». Andreas Scheu raconta dans ses *Mémoires* comment il s'était plongé avec passion dans ses écrits. Plus tard, les idées de Marx s'imposèrent dans le mouvement.

Le premier congrès de 1874 à Neudörfl montra déjà une certaine orientation marxiste. Des milliers d'ouvriers purent lire le *Manifeste du parti communiste* de Marx et Engels, publié dans la presse ouvrière. Pendant des années, ce fut cependant le seul écrit de Marx connu des militants. À travers des ouvrages de Karl Kautsky, notamment *La doctrine économique de Karl Marx, présentée et expliquée clairement,* les idées socialistes furent popularisées. Ce livre, publié en 1887 et réédité de nombreuses fois, était incontournable dans toute bibliothèque ouvrière.

À partir de 1909, fut créée une structure spécifiquement dédiée à la formation ainsi qu'une revue, *Bildungsarbeit* (*Le*

Travail d'éducation). L'un de ses buts affichés était de combler le fossé existant dès l'origine entre Vienne et la province. Lorsque cette revue parut pour la première fois en septembre 1909, elle se fixait comme objectif de conseiller aux militants « *quelles sont les questions actuelles de politique, d'économie populaire, du mouvement syndical et coopératif qui doivent être discutées dans les semaines à venir dans l'organisation* ». Parmi les tâches que s'assignait la revue, figurait celle d'éveiller les travailleurs à la littérature. La critique de livres et de brochures indispensables à la compréhension des questions politiques du moment tenait évidemment une large place dans cette publication. Elle proposait aussi des articles permettant d'acquérir les notions élémentaires de sténographie, d'orthographe et de calcul.

La répression

La répression contre le mouvement ouvrier était permanente. Le drapeau rouge était interdit, les journaux censurés et saisis. Tout discours, tout projet de réunion publique devait être soumis au préalable aux autorités, qui saisissaient le moindre prétexte pour refuser l'autorisation. Une épidémie de grippe pouvait, par exemple, justifier la proscription des réunions « par mesure de santé publique ».

À la tribune s'asseyait un policier, voire le commissaire en personne. Qu'une expression interdite, telle social-démocratie, soit prononcée ou qu'il soit porté atteinte aux institutions du mariage, de la famille, à l'honneur de l'armée ou de la famille impériale, et l'assemblée était aussitôt dispersée, ses organisateurs arrêtés et les amendes pleuvaient.

Les arrestations et les condamnations de militants étaient permanentes. Nombreux furent ceux qui, comme Andreas Scheu, endurèrent des semaines de garde à vue, des mois ou des années de forteresse. En prison, les conditions de vie étaient déplorables, les peines étaient souvent accompagnées de jours de jeûne forcé. Franz Schuhmeier, évoqué plus haut, fut arrêté 25 fois, parfois tiré du lit, sa maison fouillée de fond en comble devant sa famille. Il fut condamné douze fois. Victor Adler, lui, subit 17 condamnations pour ses activités politiques et passa, au total, 18 mois en prison.

La répression patronale ne s'exerçait pas seulement contre les grévistes ou les syndicalistes, elle concernait tous les ouvriers. En période électorale, les patrons d'usine exigeaient d'eux qu'ils présentent leurs bulletins de vote sous peine de licenciement immédiat.

La presse patronale, ainsi que les prêtres, répandaient inlassablement les pires calomnies contre les socialistes. Ceux-ci étaient accusés de vouloir supprimer le mariage et séparer les enfants de leurs parents, de s'approprier les fonds de soutien aux grèves, de mettre le feu aux villages pour faire fuir les paysans et les exproprier.

Au tournant du siècle, la répression gouvernementale s'atténua. En Cisleithanie en tout cas, les censeurs disparurent des réunions, les journaux ne furent plus inquiétés. Mais la violence pouvait encore s'abattre à tout moment. Une manifestation contre la vie chère organisée à Vienne le 17 septembre 1911 fut dispersée par l'armée qui fit usage d'armes à feu et tua plusieurs manifestants.

Chapitre V

L'évolution de la social-démocratie vers le réformisme

Les succès remportés par le mouvement socialiste lui permirent de se développer d'une façon importante et rapide à partir de la fin du XIX^{e} siècle. Le Parti social-démocrate finit même par connaître une existence légale et devint l'une des principales forces politiques de cet immense État multinational.

Un appareil administratif de plus en plus important se développa au sein des organisations social-démocrates et des nombreuses associations qui lui étaient liées : syndicats, mutuelles, caisses de maladie, coopératives…

Ainsi dans ces années, au fur et à mesure que progressait l'influence de la social-démocratie dans la classe ouvrière et dans l'ensemble de la société, se développa aussi toute une couche de fonctionnaires, à la fois militants et employés administratifs du parti et des organisations gravitant dans son orbite, auxquels il faut rajouter les rédacteurs des journaux socialistes, les élus aux conseils municipaux, au Parlement… Tous ces hommes finissaient par avoir des préoccupations qui les éloignaient de la grande masse des couches laborieuses, et qui étaient, dans bien des situations, davantage celles de gestionnaires que de militants.

Dans les rangs du parti, et en particulier dans ces milieux, se répandit l'idée que l'on pouvait imposer graduellement des changements dans la société et que l'on pourrait faire l'économie de bouleversements révolutionnaires. Cet affaiblissement de la conscience révolutionnaire du mouvement socialiste n'avait rien de particulier à l'Autriche. L'ensemble du mouvement socialiste international, en tout cas dans les pays capitalistes les plus développés économiquement, connaissait la même évolution au même moment, la même adaptation plus ou moins insidieuse à l'ordre social et politique dominant.

En Allemagne, en 1898, un des hommes de la génération des fondateurs du Parti social-démocrate, Eduard Bernstein, ancien secrétaire d'Engels, formula des conceptions ouvertement réformistes en affirmant que le « *mouvement était tout, et que le but final n'était rien* ». Autrement dit, il fallait renoncer aux perspectives de la révolution socialiste et se consacrer exclusivement à la lutte pour des réformes sociales et politiques. Le révisionnisme ouvertement revendiqué et assumé de Bernstein était l'expression d'un courant plus large, un réformisme honteux, qui n'osait pas s'affirmer publiquement au sein d'un parti fondé sur la base d'un programme socialiste et révolutionnaire.

Ces conceptions furent combattues, en particulier par Rosa Luxemburg et par Kautsky, devenu l'un des principaux dirigeants et théoriciens du mouvement. Le révisionnisme de Bernstein fut officiellement condamné par le parti allemand et par l'ensemble de la Deuxième Internationale. Mais, s'il était rejeté dans les congrès, ce réformisme continua d'inspirer la pratique militante, en particulier celle des

membres de l'appareil, qui adaptaient de plus en plus leurs activités et conceptions politiques au cadre institutionnel de la légalité bourgeoise et impériale.

Cette dégénérescence réformiste gagna en fait presque toute l'Internationale socialiste, à l'exception notable de quelques partis, en Russie et dans les Balkans.

Le changement de point de vue des social-démocrates sur les associations de consommateurs en est une pleine illustration. Au début du mouvement ouvrier, les associations de consommation ou de production avaient eu peu de succès dans la social-démocratie. Hormis les lassaliens, qui devinrent rapidement minoritaires dans le parti, les pionniers du mouvement ouvrier étaient dans le fond indifférents à ce type d'associations.

Lors d'un congrès en 1886, le dirigeant Jakob Reuman traitait encore de « *révolutionnaires en chemises de nuit* » les militants qui présentaient leur activité personnelle dans des associations de consommation comme un travail politique. Et le même congrès tenait à faire cette mise au point : « *La fondation et l'administration d'associations de consommateurs n'ont rien à voir avec l'activité du parti.* »

Ce n'est qu'en 1903 qu'une résolution d'un congrès à Vienne présenta ces associations de façon positive en y voyant un chemin vers l'émancipation des travailleurs.

Dès lors, les militants furent encouragés à fonder des associations de consommation, voire de production, là où elles n'existaient pas encore, et le parti s'efforça avec succès de les fédérer. Karl Renner pouvait alors proposer cette formule qui aurait surpris les plus anciens : « *Le mouvement ouvrier, c'est le parti, le syndicat, et l'association de consommation.* »

En 1908, disposant désormais de finances nouvelles et bénéficiant de l'appui de ses nombreux conseillers municipaux, la social-démocratie de Vienne mit carrément en avant un projet de boulangerie industrielle pour pallier les conséquences dramatiques de la hausse des prix. Puisant dans les fonds syndicaux, l'usine Hammerbrot (Le Pain du marteau) fut construite dans la banlieue de Vienne par des architectes de renom et gérée comme une entreprise ultra-moderne. Lors de son inauguration, conçue comme une immense manifestation de propagande, un orateur déclara : « *Ici seront produites dès maintenant les munitions qui bombarderont Vienne.* » Cette formule dérisoire montrait à quel point les véritables luttes pour la prise de pouvoir passaient désormais au second plan. L'usine fut en réalité un immense gâchis et n'évita la faillite qu'avec l'arrivée des commandes de guerre.

L'austromarxisme

À Vienne, l'influence croissante de milieux étrangers au mouvement ouvrier, notamment les journalistes ou les universitaires, se manifesta par un courant baptisé du nom d'austromarxisme. Sous ce terme, furent regroupés des militants et des auteurs aux conceptions en réalité très différentes, voire opposées, certains se situant à l'aile gauche de la social-démocratie, d'autres à son aile droite.

L'un de ces principaux représentants, Max Adler[8], avait créé, en 1904 à Vienne, une revue, *Marx Studien* (*Études de Marx*), qui devint le point de regroupement de tous ces intellectuels qui avaient en commun de vouloir enrichir le

[8] Max Adler n'avait aucun lien de parenté avec Victor Adler.

marxisme en tenant compte de ce qui avait changé depuis la mort de Marx.

Mais, en fait de modernisme, Max Adler allait chercher ses idées nouvelles du côté d'anciennes théories remises au goût du jour dans les milieux intellectuels, notamment celles qui se réclamaient d'un retour à la philosophie d'Emmanuel Kant, le néo-kantisme. Max Adler reprit lui-même en partie les conceptions de ce philosophe allemand du XVIII[e] siècle et tenta de remettre en cause le marxisme sur le terrain philosophique. Selon lui, le socialisme n'était plus l'aboutissement d'une lutte de classe mais l'avènement d'un système fondé sur une nécessité morale. Les idées socialistes étaient ramenées à un humanisme débarrassé de leur caractère révolutionnaire.

Tous ne poussaient pas aussi loin leur modernisation du marxisme. Comptant parmi les austromarxistes, Hilferding se livra à des études sur les formes nouvelles que prenait l'économie au début du XX[e] siècle et ses analyses contribuèrent à donner naissance à la notion d'impérialisme, terme employé pour désigner le capitalisme parvenu à l'ère des trusts, des monopoles et de la conquête coloniale.

En exil à Vienne, pour fuir la répression du régime tsariste après l'échec de la révolution de 1905 dont il avait été l'une des figures de proue, Léon Trotsky jugeait ainsi les austromarxistes : « *C'étaient des hommes très instruits, qui, dans divers domaines, en savaient plus que moi. J'écoutais avec le plus vif intérêt, on pourrait presque dire avec respect, leur entretien au Café central. Mais bientôt, des doutes me vinrent. Ces gens-là n'étaient pas des révolutionnaires. Ils représentaient même le type opposé à celui du révolutionnaire. Cela se*

voyait en tout : dans leur façon d'aborder les questions, dans leurs réflexions sur la politique, dans leurs appréciations psychologiques, dans la satisfaction qu'ils avaient d'eux-mêmes. (…) Dans des causeries où l'on s'exprime sans la moindre gêne, ils manifestaient, bien plus franchement que dans leurs articles et leurs discours, tantôt un chauvinisme éhonté, tantôt la vantardise du petit acquéreur de biens, tantôt la terreur sacrée que leur inspirait la police, tantôt la vulgarité de leurs jugements sur les femmes. »

Ce militant qui venait de prendre part à une période de luttes révolutionnaires en Russie, qui avait connu la prison et la déportation, ne pouvait qu'être particulièrement sensible à tout ce qui le séparait de ces milieux socialistes bien installés dans la société autrichienne.

L'effondrement de la Petite Internationale

Dans un contexte de montée des revendications nationalistes, pour gagner et conserver la confiance des nationalités minoritaires d'Autriche-Hongrie, une lutte politique aurait été nécessaire et la responsabilité de l'impulser incombait à la direction du parti. Cela exigeait que le Parti social-démocrate manifeste une opposition intraitable et résolue au pouvoir central qui opprimait les populations et auxquelles il déniait même des droits égaux. Cela exigeait que les socialistes des nationalités dominantes, allemande et hongroise, ne puissent en aucune façon apparaître comme complices de leurs gouvernements. Mais, précisément, ce ne fut pas le cas.

Ce sont surtout les cercles dirigeants de la social-démocratie eux-mêmes qui se montrèrent perméables à

l'influence de ces idées et comportements contraires aux intérêts collectifs des travailleurs. Le chauvinisme autrichien commença même à s'exprimer dans des articles du quotidien du parti, l'*Arbeiter-Zeitung*.

Tout cela constituait le symptôme de l'adaptation de la social-démocratie au pouvoir, de son intégration croissante dans la société. En perdant son caractère d'organisation contestant radicalement l'ordre social dominant, elle devenait plus perméable aux préjugés répandus dans les milieux dirigeants.

Les tensions se multiplièrent, particulièrement vives entre Allemands et Tchèques. Des ouvriers tchèques de Vienne firent savoir qu'ils se sentaient méprisés par le sentiment de supériorité des camarades allemands d'Autriche. Lors de la conférence syndicale de Brünn en 1905, un syndicaliste tchèque se plaignait déjà du ton facilement cabotin des militants allemands à l'encontre des Tchèques.

Après la réforme électorale et l'introduction du suffrage universel masculin en 1907, la social-démocratie tchèque réclama une place plus importante au sein de l'exécutif du Parti général en raison de ses succès en Bohême et en Moravie. Les rapports entre les deux partis nationaux s'envenimèrent encore avec un conflit qui opposa les social-démocrates tchèques de Vienne aux social-démocrates allemands dans une circonscription où précédemment un ouvrier tchèque, Antonín Nemec, avait été élu. Or, cette année-là, le leader autrichien des conservateurs et maire de Vienne, l'antisémite Karl Lueger, se présentait dans cette circonscription. Le parti proposait de présenter Victor Adler.

L'aboutissement de ces frictions et conflits fut d'amener le parti à adopter une nouvelle organisation, à laquelle il s'était refusé jusque-là : uni à son sommet, il se retrouva divisé en fédérations nationales. En 1907, il existait une union social-démocrate au Parlement de Vienne, mais elle était scindée en cinq groupes parlementaires nationaux. Néanmoins, le Parti général, c'est-à-dire la social-démocratie d'Autriche-Hongrie, continuait d'exister tant bien que mal.

En 1908, nouvelle crise : l'annexion définitive de la Bosnie déclenchait non seulement une vague d'affrontements dans les Balkans, mais aussi un déchaînement de rage nationaliste au sein de l'empire. Les nationalistes slaves et allemands s'affrontèrent dans les rue de Prague où l'on décréta l'état de siège. Le gouverneur de Galicie, le comte d'origine polonaise Potocki, fut assassiné par un nationaliste ruthène.

En 1909, le conflit national latent au sein de la social-démocratie éclata au grand jour à propos des écoles de minorités pour les Tchèques à Vienne. Les écoles privées tchèques étaient menacées de fermeture et l'organisation social-démocrate tchèque de Vienne avait pris position en leur faveur. Mais l'organisation social-démocrate autrichienne, de langue allemande, lui refusa tout soutien en défendant le point de vue suivant lequel cette question ne pourrait être réglée que dans une solution globale du problème. Pire encore, un des dirigeants social-démocrates allemands se prononça pour l'assimilation forcée des minorités tchèques, se faisant le héraut du chauvinisme germanique.

Au Parlement, presque toutes les lois suscitaient désormais des désaccords : construction d'une académie allemande en Bohème, avis en deux langues au sein de la

compagnie de chemin de fer, enregistrement des discours tenus dans une autre langue que l'allemand au Parlement, toutes ces questions accentuaient le clivage entre les deux partis.

Le point culminant du conflit fut atteint avec la question syndicale. Depuis plusieurs années, des syndicats tchèques cherchaient à faire reconnaître leur existence autonome, sur une base nationale, vis-à-vis du reste de l'organisation syndicale. À son congrès de 1910, le Parti social-démocrate tchèque décida d'appuyer leur revendication. Les socialistes tchèques étaient eux-mêmes divisés entre centralistes et séparatistes. Commentant la situation dans une lettre à Kautsky, Victor Adler expliquait : « *Le combat contre le séparatisme équivaut pratiquement à développer une propagande haineuse contre l'ouvrier tchèque, à un combat au couteau entre ouvriers tchèques et allemands : voilà un bien mauvais moyen de propager l'Internationale !* »

Cette question fut soumise à la discussion dans un congrès de la Deuxième Internationale, en 1910 à Copenhague. Le séparatisme des Tchèques y fut largement condamné. Dans son autobiographie déjà citée, Trotsky donne une explication de cette crise : « *Naturellement, je ne pouvais avoir rien de commun avec le nationalisme misérablement étroit de gens tels que Nemec, Soukup, Smeral, qui cherchaient avec insistance à me démontrer que les Tchèques avaient raison. Mais, en même temps, j'avais observé de trop près la vie intérieure du mouvement ouvrier autrichien pour accuser les Tchèques ou leur attribuer seulement la faute la plus grave. Bien des choses prouvaient que, dans sa masse, le parti tchèque était plus radical que le parti austro-allemand*

et que le mécontentement légitime de la masse des ouvriers tchèques, à l'égard de la direction opportuniste qui leur venait de Vienne, était habilement utilisé par des chauvins tchèques, du genre de Nemec. (…) Je démontrais que la responsabilité de la scission des syndicats tchèques retombait avant tout sur la direction viennoise qui appelait, avec jactance, les ouvriers de tous les pays, et notamment les Tchèques, à la lutte, et qui finissait toujours par s'entendre, dans les coulisses, avec la monarchie. »

En 1911, le parti tchèque quitta définitivement les instances du Parti général qui servait de direction à l'ensemble du mouvement. Tchèques et Autrichiens présentèrent des candidats concurrents dans certaines circonscriptions.

En 1912, subissant la pression antirusse des nationalistes polonais, les socialistes de Galicie se prononcèrent en faveur de la guerre contre la Russie dans le conflit qui menaçait dans les Balkans, alors que les social-démocrates autrichien ou hongrois s'y opposèrent.

Ce qu'il restait d'unité disparaissait. Deux ans avant 1914, la Petite Internationale s'effondrait. Empêcher les idées nationalistes de contaminer et faire éclater le mouvement socialiste nécessitait une lutte politique et organisationnelle difficile. La direction du parti fut non seulement incapable de mener cette lutte avec succès, mais elle ne tenta pas vraiment de la mener.

Pourtant, dans la population, les forces sur lesquelles s'appuyer existaient. Ainsi, le 4 mars 1912, les partis socialistes appelèrent les ouvriers à faire grève dans toute l'Autriche-Hongrie contre la guerre dans les Balkans. Les deux tiers des ouvriers de Vienne et Budapest cessèrent le travail.

Le 23 mai, à Budapest encore, 100 000 ouvriers se mirent en grève malgré la menace patronale de fermer les usines pendant deux semaines. De violents affrontements avec l'armée se produisirent. Quatre travailleurs ainsi qu'un policier furent tués, un commissariat du centre-ville fut pris d'assaut et les armes furent saisies par les manifestants, qui érigèrent des barricades.

Certes, la social-démocratie organisa des manifestations contre la guerre, mais le parti ne se préparait pas à une lutte déterminée pour renverser l'ordre dominant, sa politique n'était pas d'appeler les populations mobilisées par l'état-major à se saisir des armes qui leur étaient données afin de s'en servir pour défendre leurs intérêts de classe et faire la révolution.

Pourtant, c'était l'état d'esprit des textes votés par les partis socialistes à l'occasion des congrès de la Deuxième Internationale : « *Guerre à la guerre* », avait-il été proclamé à la veille de 1914. Mais ce n'était pas, et en tout cas n'était plus, l'état d'esprit des dirigeants de ces partis gangrenés par le réformisme.

Épilogue

Après l'attentat de Sarajevo, le 28 juin 1914, la social-démocratie de l'Empire se rallia à la guerre et à l'idéologie de l'union nationale. Ce reniement de l'internationalisme professé jusque-là n'était pas propre au mouvement autrichien. Au début de l'été 1914, ultime aboutissement de la dégénérescence réformiste des années précédentes, presque tous les partis de la Deuxième Internationale connurent la même évolution, apportant leur soutien à l'effort de guerre de leur gouvernement respectif.

Après la déclaration de guerre russe, les dirigeants socialistes austro-hongrois justifièrent leur soutien au militarisme impérial en invoquant la barbarie tsariste. Ils avalisèrent également la politique de Berlin en lui reconnaissant soudainement le « *droit à se défendre* ».

À Vienne, les socialistes n'eurent pas à voter les crédits de guerre car le Parlement avait été suspendu dès mars 1914, suspension qui montrait le caractère dérisoire des illusions réformistes. Toute honte bue, tournant le dos à leurs anciennes idées, les socialistes se mirent au service de l'État impérial. Victor Adler appela à la « *paix civile* » durant la période du conflit.

Le Parti social-démocrate de Hongrie suivit la même évolution. Le 25 juillet, l'éditorial de son journal *Népszava* condamnait encore l'ultimatum à la Serbie comme un acte impérialiste et chauvin de l'Autriche-Hongrie, ajoutant : « *Les peuples de la monarchie savent, voient et pressentent que leur ennemi n'est pas la Serbie, mais l'impérialisme,*

l'absolutisme et l'avidité de la monarchie et du capitalisme austro-hongrois. »

Mais, dès le lendemain, le parti hongrois devint un défenseur de l'effort de guerre, condamnant toute action pouvant nuire à la mobilisation alors que la grande masse allait faire « *son devoir en silence* ».

Cependant, malgré la guerre, malgré la propagande et la trahison de ses chefs, l'expérience acquise au sein du mouvement social-démocrate restait présente et vivante. Même vaincue, une importante fraction de militantes et militants avait gardé chevillée au corps et à l'esprit la tradition révolutionnaire du mouvement ouvrier socialiste.

L'impulsion, venue de la révolution d'Octobre 1917 en Russie, leur permit de relever la tête. Ce sont ces militants qui, après le déclenchement de la grève de janvier 1918[9] pour le pain, la paix et les libertés nationales, encouragent leurs camarades à élire des conseils ouvriers sur le modèle russe. Ce sont les mêmes qui, pendant 133 jours, de mars à août 1919, défendirent les armes à la main la République hongroise des conseils avant que les armées coalisées des puissances impérialistes ne l'écrasent dans le sang.

Et c'est notamment sur l'action de cette génération, sur l'expérience accumulée par des dizaines de milliers de militants et ouvriers socialistes austro-hongrois dans les luttes du tournant du siècle, que se fondait alors l'espoir des bolcheviks pour briser l'isolement de la Révolution russe et faire que la révolution socialiste s'étende rapidement au reste de l'Europe.

[9] Au moment des pourparlers de paix de Brest-Litovsk entre la jeune Russie des soviets et les puissances centrales.

Quelques figures du socialisme en Autriche-Hongrie

Hermann Hartung

Hermann Hartung fut l'un de ces militants qui jouèrent un rôle de premier plan à l'aube du mouvement ouvrier autrichien : né en 1843 à Hanovre en Allemagne, il avait 24 ans à la création de l'association. Menuisier de profession, il rejoignit le mouvement socialiste dans son pays d'origine. Ayant connu personnellement Lassalle, il adhéra à la tendance de Bebel et Liebknecht. Membre de la Première Internationale, il correspondait avec le militant proche de Marx et Engels, Johann-Philip Becker qui, depuis la Suisse, assurait la liaison avec les organisations de langue allemande.

À son arrivée en Autriche, il milita dans les comités des quartiers ouvriers de Gumpendorf et Schottenfeld et compta parmi les fondateurs, en 1867, de l'Association d'éducation ouvrière de Vienne. Internationaliste, il intervint contre la tendance panallemande pour un mouvement ouvrier unifié : un point de vue qu'adopta le jeune mouvement dès 1868.

En février 1869, il consacra toutes ses économies personnelles à la parution d'un hebdomadaire social-démocrate, *Volkstimme* (*La Voix du peuple*), dont il devint le rédacteur-responsable de la publication. Organisateur principal de la retentissante manifestation ouvrière de 1869, acclamé par

les manifestants, il fit partie de la délégation auprès du Premier ministre.

Poursuivi aussitôt après, il dut quitter Vienne après une dernière perquisition à son domicile, échappant de peu à l'emprisonnement. Dès lors, il milita syndicalement en Suisse, où il mourut en 1929.

Heinrich Oberwinder et Andreas Scheu

Heinrich Oberwinder et Andreas Scheu ont incarné chacun les deux principales tendances politiques, lassalienne et marxiste, qui divisèrent le mouvement dès sa naissance.

Heinrich Oberwinder, né en 1846 en Allemagne, avait connu Lassalle alors qu'il suivait des études de droit. En 1867, devenu journaliste, il s'installa à Vienne et participa à la fondation de l'Association ouvrière de la capitale. En 1868, convaincu de la supériorité du mouvement ouvrier allemand, il s'opposa à ce que le *Manifeste au peuple laborieux* de l'Association soit traduit en tchèque, alléguant que les ouvriers slaves savaient à peine lire. On ne tint finalement pas compte de son opposition. Mettant en avant la faiblesse numérique de la classe ouvrière autrichienne, il défendit l'idée que le mouvement ouvrier autrichien devait servir d'aile gauche à la bourgeoisie libérale favorable à l'unité allemande. S'affichant de plus en plus dans le monde de la presse libérale en même temps que sa situation personnelle s'améliorait, il s'efforça, contre l'opinion d'Andreas Scheu, de transformer l'hebdomadaire fondé par Hartung en un quotidien, *Volkswille.* Ce fut un échec et la faillite du journal révéla de plus en plus clairement son opposition à la ligne socialiste et son soutien à la politique de Bismarck. Après la

crise économique de 1874, après surtout un procès public qu'il intenta contre Andreas Scheu, il perdit tout crédit. Il quitta le mouvement pour devenir journaliste en Allemagne après 1878, où il fit la promotion d'une politique de ralliement à Bismarck et devint même antisémite.

Andreas Scheu, né en 1844 à Vienne, acheva en 1860 son apprentissage de modeleur et de doreur à Prague. Ouvrier réputé, il fit partie en 1867 de la délégation ouvrière viennoise à l'Exposition universelle de Paris. Celle-ci éveilla en lui l'idéal d'un rapprochement entre les peuples. À son retour, il adhéra à une association de gymnastique libérale, attiré par les idées du mouvement. C'est là qu'il entendit parler de l'Association d'éducation ouvrière de Vienne qui venait de naître. À 23 ans, il en devint membre et presque aussitôt l'un de ses dirigeants. Organisateur inlassable, intervenant dans de nombreuses réunions en Autriche et en Hongrie, il fut, avec Oberwinder, délégué au congrès du Parti social-démocrate allemand à Eisenach en 1869. Il en devint membre. Il adhéra à l'Association internationale des travailleurs, se rapprochant progressivement du marxisme. Arrêté de nombreuses fois, condamné comme Oberwinder pour haute trahison suite à son rôle dans le succès de la manifestation de 1869, il mit à profit son incarcération pour parfaire sa culture. Devenu chef de file des radicaux à sa libération, il incarna désormais la tendance marxiste. Chassé d'Autriche en 1874, il se réfugia en Angleterre. Tout en s'impliquant dans le mouvement ouvrier anglais, familier de Friedrich Engels, il resta un correspondant inlassable de la presse ouvrière autrichienne, notamment en apportant son soutien dès 1886 à Victor Adler dans ses efforts pour

unifier le mouvement. Kautsky l'appelait alors sa « *boussole politique* ». En 1914, Scheu émigra en Suisse où, opposé à la guerre, il participa au mouvement internationaliste de Zimmerwald. Il mourut en 1927.

Karl Kautsky

Connu pour avoir été l'un des principaux dirigeants de la social-démocratie d'Allemagne, Karl Kautsky commença par militer en Autriche-Hongrie.

Né à Prague en 1854, il avait pour parents une actrice allemande et un décorateur de théâtre tchèque. En 1863, la famille s'installa à Vienne. Au lycée, le jeune Karl fit l'expérience du racisme antislave : il raconta par exemple qu'il avait été traité de bâtard tant par les élèves que par les professeurs.

Pendant la guerre franco-allemande de 1870-1871, il sympathisa avec la France républicaine et ses valeurs de liberté. Comme pour beaucoup d'autres de sa génération, la Commune de Paris constitua une rupture qui l'incita à se tourner vers le socialisme.

En 1874, à 20 ans, il rejoignit le frêle Parti ouvrier social-démocrate, à Vienne, s'y engageant aux côtés des radicaux contre la tendance lassallienne. Mais, découragé par les divisions et la faiblesse du mouvement austro-hongrois, il quitta Vienne pour le mouvement ouvrier d'Allemagne. Toutefois, de Suisse, puis de Londres, ou encore d'Allemagne où il s'installa définitivement, il prit part aux débats qui agitaient les militants d'Autriche-Hongrie, en participant par exemple à la lutte contre les anarchistes. Il intervint souvent au sein du mouvement ouvrier de la Double

monarchie et joua un rôle important dans la préparation du congrès unificateur d'Hainfeld.

Josef Hybes

Josef Hybes fut un dirigeant du mouvement socialiste tchèque et son parcours dans la social-démocratie d'Autriche-Hongrie en illustre le caractère supranational.

Il naquit en 1850 en Bohème, dans la famille d'un tisserand à domicile devenu ouvrier dans l'usine de textile qui l'avait ruiné. Par manque d'argent, ses parents lui firent quitter l'école et il travailla dès 9 ans à l'usine. En 1867, le chômage le poussa vers Vienne où il découvrit l'Association d'éducation ouvrière au moment de sa fondation. Il adhéra aussitôt, à 17 ans. Deux ans plus tard, il se retrouva à la tête de la grève des tisserands viennois et devint social-démocrate. Après le congrès de Neudörfl, en 1874, il fonda l'Union des ouvriers parmi les migrants tchèques de Vienne puis, après la fondation à Prague en 1878 de la section tchèque du parti, il anima le mouvement social-démocrate tchèque de Vienne, tout en jouant un rôle de premier plan dans le Parti général. Arrêté de nombreuses fois après la mise en place de l'état d'urgence fin 1884, il finit par être déporté dans sa Bohème d'origine. Il reprit un emploi d'ouvrier dans le textile tout en devenant rédacteur de plusieurs journaux ouvriers. Il impulsa le congrès des social-démocrates tchèques de 1887, étape importante vers l'unification générale.

Siégeant en tant que troisième président au congrès d'unification d'Hainfeld, il y représentait les ouvriers slaves. En 1896, il devint président de l'Union des ouvriers du

textile, qui regroupait tous les syndicats de cette branche à l'échelle de l'empire. Élu quatre fois député au Conseil d'Empire, il répétait que « *le droit de vote constitue un moyen de propagande pour un but plus élevé* ». Révolutionnaire acharné, affaibli par la maladie, il défendit bec et ongles la Russie et la Hongrie des soviets avant de mourir en plein discours, en 1920.

Adelheid Popp et Amalie Ryba

Adelheid Popp et Amalie Ryba étaient des ouvrières devenues des dirigeantes social-démocrates.

Adelheid Popp naquit en 1869, dans un village industriel proche de Vienne, où se trouvaient notamment des usines de briques. Elle était la dernière d'une famille de quinze enfants dont dix moururent en bas âge. Son père, tisserand venu de Bohème, décéda quand elle n'avait que 6 ans. Travaillant comme tricoteuse dès l'âge de 10 ans, Adelheid Popp ne fut jamais scolarisée.

Son engagement politique commença à 16 ans, alors qu'elle travaillait dans une fabrique de bouchons au règlement patriarcal. C'était l'époque des procès contre les anarchistes et de l'état d'exception, entre 1884 et 1891. Ces procès attirèrent l'attention de la jeune ouvrière sur les idées socialistes. En 1888, elle fut alors présentée par son frère à un militant social-démocrate et commença à lire la *Gleichheit* de Victor Adler dès 1888.

C'est d'ailleurs un article de *Gleichheit* concernant la place des femmes dans la société capitaliste qui produisit une très forte impression sur elle et détermina son engagement social-démocrate et féministe. Pour cela, il fallait déjà

oser entrer dans les auberges, au public très masculin, où avaient lieu les réunions du jeune parti. L'activité politique, étroitement surveillée par la police, était de plus strictement interdite aux femmes.

Après le congrès socialiste international de Paris en 1889, Adelheid Popp s'engagea dans la préparation du 1er mai. Elle consultait désormais livres et journaux grâce à la bibliothèque de l'Association des travailleurs. Elle lut notamment Lassalle et Liebknecht ou encore *La situation de la classe ouvrière* d'Engels, et *La femme et le socialisme* de Bebel à sa parution en 1891.

En 1892, elle devint permanente du parti, c'est-à-dire rédactrice pour *l'Arbeiterinnen-Zeitung* (*Le Journal des ouvrières*). En mai 1893, ce journal soutint la grève des ouvrières d'une usine textile, la célèbre « grève des 700 » de Gumpersdorf. C'était en fait la première grève tenue et dirigée par des ouvrières. Le 3 mai, celles-ci avaient quitté spontanément les ateliers où elles travaillaient de onze à treize heures par jour, les pieds dans l'eau, par une température de 50 degrés. La dirigeante de la grève, Amalie Ryba, avait 17 ans.

Celle-ci avait été surprise par son chef, la veille, en train de parler autour d'elle de la journée du 1er mai, et de la nécessité de revendiquer l'augmentation des salaires. Elle avait été aussitôt renvoyée, mais les ouvrières avaient laissé éclater leur colère à la nouvelle du licenciement. Dans les jours qui suivirent, les ouvrières de deux autres fabriques proches les rejoignirent. La grève dura trois semaines, des ouvrières furent arrêtées.

La presse bourgeoise était scandalisée par les ouvrières grévistes, tandis que la censure frappait les articles de la presse social-démocrate. Mais la sympathie pour ces femmes était grande et de partout leur parvinrent vêtements et nourriture. Le gouvernement dut se résoudre à envoyer des inspecteurs du travail et, finalement, la grève fut un succès. La journée de travail passa à dix heures, on augmenta les salaires, le 1er mai chômé fut reconnu, on réintégra Amalie Ryba. Cette ouvrière, comme Adelheid Popp, devint une des figures dirigeantes de la social-démocratie.

Adelheid Popp parcourut alors toute l'Autriche, prenant la parole dans des centaines de réunions publiques, notamment « *pour le salaire égal à travail égal* » et le droit de vote universel, masculin comme féminin. Bien qu'arrêtée et traduite en justice de nombreuses fois, elle ne fut condamnée à la prison qu'une seule fois, à quinze jours, pour « *incitation à la débauche et atteinte à la religion* ». En fait de débauche Adelheid Popp avait appelé les femmes à s'émanciper des contraintes matérielles qui les enfermaient dans le mariage et avait approuvé l'union libre.

En mai 1893, à la suite de la grève des ouvrières, elle fut la première femme à s'exprimer au Parlement, auditionnée par une commission parlementaire sur le travail féminin. Aussitôt après, on l'envoya comme déléguée au congrès de l'Internationale à Zurich. August Bebel tint à l'accueillir en personne à la gare.

Adelheid Popp fut élue en 1898 à la tête du comité des femmes social-démocrates pour toute l'Autriche-Hongrie. Ce comité, qui se battait pour le droit de vote des femmes,

organisait chaque année une manifestation pour la reconnaissance du droit de vote féminin.

Membre du bureau du parti à partir de 1904, Adelheid Popp devint députée en 1919, en même temps que six autres femmes social-démocrates, dont Amalie Ryba.

Leo Frankel

La naissance du mouvement socialiste hongrois doit beaucoup à Leo Frankel. Né dans un faubourg de Budapest en 1844, il partit faire son apprentissage d'ouvrier bijoutier en Allemagne, où il s'impliqua dans la fondation de l'Association générale des travailleurs allemands de Lassalle. En 1867, il s'établit à Lyon puis Paris, adhérant à la section allemande de l'Internationale et devenant correspondant du journal allemand le *Social-démocrate*.

En 1871, Frankel avait participé à la mobilisation révolutionnaire de la population parisienne et était devenu ministre du Travail de la Commune. Échappant à la répression qui s'abattait sur les Communards, il gagna Londres. Il participa activement à la vie politique de l'Internationale en prenant parti pour Marx dans la lutte contre les partisans de Bakounine.

En 1875, devenu définitivement marxiste, Leo Frankel quitta l'Angleterre, mandaté par l'Internationale. Après avoir été expulsé de Rhénanie, puis de Munich, il fut emprisonné à Vienne en octobre. La police autrichienne l'avait arrêté dans l'intention de le livrer à la France, ce qui avait aussitôt déclenché une vague de protestations. Transféré en Hongrie et après de nouvelles manifestations de protestation, on le relâcha.

Arrêté de nouveau en juin 1881, Frankel passa un an et demi dans la forteresse de Vác, au nord de Budapest. À sa libération, devant la multiplication des tracasseries judiciaires, il partit en exil. Dans un premier temps, il s'installa en Autriche où, devenu correcteur d'imprimerie, il collabora à la revue de Victor Adler, *Gleichheit*.

Il retourna en France mais fit de nombreux séjours en Hongrie pour conseiller les responsables du parti. De France encore, il collabora au journal socialiste allemand *Vorwärts*, à l'*Arbeiter-Zeitung* de Vienne et à *La Bataille* de Prosper-Olivier Lissagaray. Il participa activement au congrès fondateur de la Deuxième Internationale. Leo Frankel mourut d'une pneumonie en 1896 et fut inhumé au cimetière parisien du Père-Lachaise dans un drapeau rouge, selon ses dernières volontés. En 1968, on transféra sa dépouille au cimetière national de Budapest.

Victor Adler

Victor Adler vit le jour à Prague, en 1852, au sein d'une famille aisée. Les luttes politiques en Autriche, en particulier la grande manifestation ouvrière du 13 décembre 1869, éveillèrent la conscience du jeune homme. Devenu médecin, il orienta son activité dans les quartiers pauvres de Vienne. Mais ce sont ses efforts pour s'opposer aux lois d'exception tournées contre le mouvement ouvrier qui le firent basculer tardivement, à 33 ans, vers la social-démocratie.

Le dirigeant social-démocrate allemand Karl Kautsky évoqua dans un article écrit en 1912 son parcours et celui d'Adler : «*Nés dans la même ville, Prague ; étudiants à la même université, Vienne ; vivant dans des milieux sociaux*

tous proches l'un de l'autre; séparés seulement par une légère différence d'âge; animés d'un même élan révolutionnaire, d'un égal amour pour le prolétariat, il nous avait pourtant fallu trente ans pour nous rencontrer. (…)

Notre pensée politique s'est formée sous l'influence des défaites de 1859 et 1866. La ruine de l'Autriche semblait imminente et les intérêts des nations dont nous étions des partisans enthousiastes paraissaient réclamer cette ruine. L'idée nationale, dans sa nuance radicale, était alors antidynastique et antipatriote. (…) Or, les champions les plus dévoués et les plus énergiques de la république étaient les prolétaires de Paris. Aussi la Commune de Paris changea-t-elle mon chauvinisme tchèque en intérêt pour les Communards, pour les théories socialistes, pour l'Internationale. Ce n'est pas du socialisme allemand, c'est du socialisme français que mes conceptions socialistes ont reçu l'impulsion première.

Or les mêmes événements devaient éloigner de nouveau Victor Adler du socialisme, dont, avec Pernerstorfer, il s'était déjà rapproché étant étudiant, peu avant 1870, et pour lequel il avait déjà agi, par des conférences faites à Vienne, à la Société pour l'éducation ouvrière et par des collectes entreprises lors des grandes manifestations dans les rues de Vienne, qui eurent lieu le 15 décembre 1869, entraînant de nombreuses arrestations et imposant de gros sacrifices au parti. Après 1870, le nationalisme allemand prit chez lui le dessus. Mais pas pour longtemps. (…)

La dure époque des premières années de la loi contre les socialistes amena le tournant décisif pour Victor Adler. Lorsqu'en 1882 je fis personnellement sa connaissance, il

n'était pas encore socialiste en fait, mais il était plein du plus vif intérêt pour le socialisme.

Notre première rencontre ne fut que passagère lorsque je séjournai quelques mois à Vienne. J'y appris à connaître et à apprécier Victor Adler comme un homme instruit et intelligent, montrant la plus grande sympathie pour notre cause et avec qui j'aimais à bavarder. Mais je ne fis aucune tentative pour l'amener à se rapprocher davantage à nous. Quiconque vient à nous des milieux bourgeois n'est utile au parti que si sa passion pour le socialisme est assez forte pour triompher de tous les obstacles. Celui qu'il faut tirer à nous du camp bourgeois restera d'ordinaire une recrue très peu sûre. Pour les intellectuels bourgeois qui disposent de tout ce qui s'est imprimé pour et contre le socialisme, la propagande est tout autre chose que pour des prolétaires pauvres, à qui l'agitation socialiste seule peut apporter la lumière.

J'avais confiance que Victor Adler viendrait de lui-même, s'il avait vraiment une nature de lutteur comme il nous en faut, dès que ses études l'auraient amené à la clarté socialiste. Aussi est-il venu. »

Dès lors, la vie de Victor Adler s'identifia au Parti social-démocrate d'Autriche-Hongrie qu'il dirigea jusqu'à sa mort. Profondément respecté dans le parti, notamment pour son absence de vanité personnelle, membre fondateur de la Deuxième Internationale en 1889 au bureau de laquelle il représentait l'Autriche, il fut considéré comme l'un des chefs de l'Internationale à la mort de Bebel en 1913.

Pourtant, face à la guerre mondiale imminente, Adler manifesta une attitude de plus en plus pessimiste et, lorsqu'éclata le conflit, il bascula du côté de la monarchie,

justifiant ce renoncement par la crainte d'une victoire tsariste. Après l'arrivée au pouvoir des bolcheviks en Russie en octobre 1917, il devint un adversaire résolu de ceux qui, dans la gauche du Parti social-démocrate, appelaient à suivre l'exemple des révolutionnaires russes.

À la fin de la guerre, à la chute du régime impérial, il devint ministre des Affaires étrangères du gouvernement provisoire. Poussant jusqu'au bout le reniement de l'idéal révolutionnaire, ce gouvernement, dirigé par les social-démocrates Karl Renner et Otto Bauer, eut en Autriche pour principale préoccupation de s'opposer aux mouvements révolutionnaires qui ébranlaient le monde de cette époque, et tout particulièrement la partie orientale de l'Europe.

Victor Adler est mort le 11 novembre 1918.

Bibliographie

Ouvrages historiques

Bérenger (Jean), *L'Autriche-Hongrie*, Armand Colin
Bruckmüller (Ernst), *Histoire sociale de l'Autriche*, Maison des sciences de l'homme,

Autobiographie

Popp (Adelheid), *La jeunesse d'une ouvrière*, Les Bons Caractères

Romans

Roth (Joseph), *La marche de Radetzky,* Point Seuil
Hasek (Jaroslav), *Le brave soldat Chvéïk*, Folio Gallimard
Székely (Jànos), *L'enfant du Danube*, 10/18
Banffy (Miklos), *Chronique transylvaine*, Phebus
Menegoz (Mathias), *Karpathia*, P.O.L
Gyula (Illyés), *Ceux des Pusztas*, Gallimard